

L'Impérialisme Economique

d'après les

doctrines socialistes contemporaines

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le

vendredi 10 juin 1927, à 2 heures

PAR

A. HOVIKIAN

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. E. ALLIX, Professeur.

Suffragants : MM. DESCHAMPS, Professeur.

PIROU, Professeur.

JOUVE & Cie
15, rue Racine, 15
PARIS
1927



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'IMPERIALISME ECONOMIQUE
D'APRES
LES DOCTRINES SOCIALISTES CONTEMPORAINES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Impérialisme Economique

d'après les

doctrines socialistes contemporaines

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le
vendredi 10 juin 1927, à 2 heures

PAR

ARTAKI HOVIKIAN

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. E. ALLIX, Professeur.

Suffragants : MM. DESCHAMPS, Professeur.
PIROU, Professeur.

JOUVE & Cie
15, rue Racine, 15
PARIS
1927



Je dédie cet ouvrage à la mémoire de mes parents,
en souvenir respectueux.

« Toujours le contraste de l'idéal avec la triste
» réalité produira dans l'humanité ces révoltes contre
» la froide raison que les esprits médiocres taxent de
» folie, jusqu'au jour où elles triomphent et où ceux
» qui les ont combattues sont les premiers à en
» reconnaître la haute raison. »

E. RENAN : *Vie de Jésus*, Ch. VII.



INTRODUCTION

La théorie de l'Impérialisme Economique, qui est exposée dans cette étude, est une théorie moderne du socialisme.

D'après elle, l'Impérialisme Economique apparaît comme la conséquence inéluctable de l'organisation capitaliste.

Cette théorie a été exposée en particulier par deux marxistes austro-allemands, M. Otto Bauer et docteur Rudolf Hilferding, le premier dans son ouvrage « Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie », et le second dans son ouvrage remarquable « Das Finanzkapital ».

Ces deux ouvrages qui, de l'avis du professeur allemand M. J. Hashagen (1), sont les meilleurs sur ce sujet, ont servi de base à cette étude.

(1) Voir son article : « Marxismus und Imperialismus. »

L'activité économique de notre société capitaliste tend à la réalisation de profits ; c'est le seul but qu'elle poursuit..

« Que le « doit et avoir » du grand livre soit arrêté
» avec un solde en faveur de l'entreprise capitaliste :
» c'est dans ce résultat que se résument tous les succès
» et tout le contenu des actions qui sont entreprises
» dans l'organisation capitaliste. » (1)

« J'appelle entreprise capitaliste, dit M. Sombart,
» la forme économique, dont le but est de mettre en
» valeur une richesse matérielle (Sachvermögen) par
» la conclusion d'une série de conventions se rappor-
» tant à des valeurs monétaires, à des services et à des
» contre-services, en un mot, de reproduire du profit
» pour son propriétaire. » (2).

« La production de profits, dit R. Hilsferding, est le
» mobile ainsi que le but de la production capita-
» liste. » (3).

M. Ch. Gide, parlant du profit et de sa répercussion sur toute la vie sociale, s'exprime de la façon suivante:
« Nous ne voulons pas abandonner l'espoir, sinon pour
» nous, du moins pour nos successeurs, de voir se réa-
» liser, dans l'avenir, une société qui connaîtra d'autres
» mobiles que l'appât du lucre ; d'autres formes de la
» justice que la lutte d'appétits rivaux, et qui saura tra-
» vailler, prospérer, grandir, en se conformant simple-
» ment à ces deux principes : la nécessité de satisfaire

(1) W. Sombart : *Der Moderne Kapitalismus*, p. 197.

(2) W. Sombart : *Der Moderne Kapitalismus*, p. 195.

(3) R. Hilsferding : *Das Finanzkapital*, p. 102.

» aux besoins de chacun et le devoir de pourvoir aux
» besoin de tous. » (1).

L'éminent savant résume dans ces quelques mots l'accusation justifiée contre la lutte pour le profit la jugeant par ses conséquences pour la vie sociale. En effet la société doit « connaître d'autres mobiles que » l'appât du lucre ; d'autres formes de la justice que la lutte d'appétits rivaux ».

L'activité économique est parvenue à absorber l'homme entièrement et elle se pose comme la fin de son existence, alors que cette activité ne devrait revêtir que le caractère d'un moyen pour assurer son existence matérielle.

La confusion de l'activité économique avec la fin de l'existence de l'humanité paraît être l'œuvre de notre organisation économique.

Déjà, bien avant notre époque, Aristote avait prévu, en philosophe et moraliste, les conséquences fâcheuses qu'entraînerait pour la société humaine un mode de production qui pousserait le sujet économique à l'accumulation sans borne de richesses matérielles. Il a exposé ses vues en cette matière dans sa théorie de chrématistique naturelle et chrématistique non-naturelle.

Pour Aristote, toute opération économique, dont le but poursuivi est de recouvrer plus de monnaie en fin d'opération est contre nature. Selon lui, la chasse, l'agriculture, même le pillage et la guerre, sont dans les limites de la chrématistique naturelle, car l'homme poursuit

(1) Ch. Gide : *La Lutte pour le Profit*, p. 19.

par ces pratiques la satisfaction de ses besoins naturels :
« Aussi la guerre, dit-il, est-elle en quelque sorte un
» moyen naturel d'acquérir, puisqu'elle comprend cette
» chasse que l'on doit donner aux bêtes fauves et aux
» hommes qui, nés pour obéir (les sauvages et les esclaves),
» refusent de se soumettre ; c'est une guerre que
» la nature elle-même a faite légitime. » (1).

Parlant de l'échange entre les membres d'une famille qui se sont séparés, il poursuit : « C'est encore là le seul
» échange que connaissent bien des nations barbares ; il
» ne va pas au delà du troc des denrées indispensables :
» c'est, par exemple, du vin pour du blé, et ainsi du
» reste. Ce genre d'échange est parfaitement naturel, et
» n'est point, à vrai dire, un mode d'acquisition, puis-
» qu'il n'a d'autre but que de pourvoir à la satisfaction
» de nos besoins naturels. » (2).

C'est à l'existence de la monnaie qu'il attribue les procédés de la chromatistique non naturelle : « Avec la
» monnaie, née des premiers échanges indispensables,
» naquit aussi la vente, autre forme d'acquisition excessi-
» vement simple dans l'origine, mais perfectionnée
» bientôt par l'expérience qui révéla, dans la circulation
» des objets, les sources et les moyens de profit consi-
» dérable. » (3).

*« L'argent paraît surtout préoccupé le commerce car
» l'argent est l'élément et le but de ses échanges, et la*

(1) Aristote, *Politique*, L. I, Ch. III, p. 51.

(2) Aristote, *Politique*, L. I, Ch. III, p. 53.

(3) Aristote, *Politique*, L. I, Ch. III, p. 53.

» fortune qui naît de cette nouvelle branche d'acquisition semble n'avoir aucune borne. Et le désir de la vie n'ayant pas de bornes, on est directement porté à désirer, pour le satisfaire, des moyens qui n'en ont pas davantage. » (1).

Notre organisation économique « basée sur la propriété privée et la division du travail », ne connaît que la chromatistique non-naturelle. Elle est donc, vu du point de vue d'Aristote, contre nature, et c'est ainsi que dans notre société capitaliste « dont la particularité la plus profonde réside dans la prépondérance du caractère commercial » (2), « l'acquisition semble n'avoir aucune borne ». « Et quoique le profit ait existé... depuis les temps mythologiques, dit M. Ch. Gide, il faut reconnaître que c'est de nos jours qu'il a pris toute son ampleur en raison de l'évolution industrielle et de la grande production. » (3).

En effet, le « profit » doit exister depuis qu'existe l'échange des produits, si nous attribuons à ce mot un sens large équivalant à « avantage », car l'échange qui suppose la spécialisation ne s'explique que par l'avantage qu'il offre aux échangeurs.

Mais l'avantage obtenu par le troc ne peut être mesuré d'une façon précise. Pour que le profit obtienne le caractère qu'il revêt de nos jours, il faut qu'il puisse être mesuré par rapport à un instrument d'échange univer-

(1) Aristote, *Politique*, L. I, Ch. III, p. 57.

(2) W. Sombart : *Der Moderne Kapitalismus*, avant-propos, XXXI-XXXII.

(3) Ch. Gide : *La Lutte pour le Profit*, p. 57.

sel, tel que la monnaie, source de toutes les acquisitions et expression de toutes les richesses. C'est ainsi que la conception capitaliste du profit est due à l'existence de la monnaie.

D'autre part, pour dégager le profit d'une opération économique, une opération arithmétique est nécessaire. Et pour que le profit puisse être calculé exactement, un système de calcul exact est indispensable. C'est pourquoi M. W. Sombart attribue au système de calcul exact trouvé par Léonardo Pisano en 1202 une place d'honneur dans le développement du capitalisme. « Si on voulait » fixer une date de naissance du capitalisme primitif, » dit-il, je n'hésiterais pas à fixer l'an 1202. » (1).

Ce qui caractérise le capitalisme moderne, c'est le machinisme et, avec lui, la grande production, ainsi que le perfectionnement des moyens de transports et l'élargissement du marché. Quant à l'époque contemporaine, elle est caractérisée surtout par la concentration de la production et la formation d'ententes économiques et les conséquences économiques, politiques et sociales qui en résultent.

Les ententes économiques qu'on désigne sous les noms de trusts, cartels et syndicats ne se distinguent les unes des autres que par leur organisation intérieure. Le but par elles poursuivi est le même. C'est la suppression de la concurrence.

Par la formation de ces ententes, les producteurs cherchent à exercer sur le marché un pouvoir de mono-

(1) W. Sombart : *Der Moderne Kapitalismus*, p. 392.

pole. « Sous le nom de cartels, dit R. Liefmann, nous » entendons de libres conventions entre entrepreneurs » de la même branche qui conservent leur indépendance et qui se proposent d'exercer sur le marché un » pouvoir de monopole. » « Il y a monopole dans le » sens économique du mot, dit-il, lorsque la plus grande partie de la demande ne peut trouver satisfaction » que d'un seul vendeur ou d'un seul groupe de vendeurs. » (1).

« Le nombre des cartels en Allemagne était de 250 en 1896 et de 385 en 1905 ; 12.000 entreprises en faisaient partie... Aux Etats-Unis, le nombre des trusts était de 185 en 1900 et de 250 en 1907. La statistique officielle américaine divise toutes les entreprises industrielles en entreprises qui appartiennent à des particuliers, à des firmes et à des groupements. A ces derniers appartenaient en 1907, 23,6 p. 100 et en 1909, 25,9 p. 100, c'est-à-dire plus d'un quart du total des entreprises. Ces entreprises occupaient en 1904, 70,6 p. 100 et en 1909, 75,6 p. 100 du nombre total des ouvriers ; la production s'élevait à 10,9 milliards de dollars, c'est-à-dire 73,7 p. 100 et 79 p. 100 de la production totale. » (2).

L'étendue du marché mondial qui rend les prévisions en ce qui concerne la puissance d'absorption de ce marché, et les dangers économiques qui en résultent, ont poussé les industries à se concentrer pour atténuer le

(1) R. Liefmann : *Cartels et Trusts*, p. 4.

(2) N. Lenine : *Der Imperialismus als jüngste Etappe des Kapitalismus*, p. 17.

danger. « Ainsi, de l'âpre lutte de la concurrence sortit » aussitôt le contraire : le monopole. » (1).

M. R. Hilferding attribue la politique économique et commerciale du capital contemporain à la mainmise de la haute finance sur la direction de la production. Il explique ce phénomène de la façon suivante.

Les grandes découvertes techniques des XVIII^e et XIX^e siècles ont révolutionné toute l'industrie.

L'avènement du machinisme et, avec lui, de la grande production, ont nécessité des capitaux très importants. Dans la plupart des pays de l'Europe, les capitaux que les industriels particuliers possédaient n'étaient pas suffisants pour organiser le fonctionnement de l'industrie conformément aux exigences des découvertes techniques. L'industrie a dû ainsi s'adresser à l'épargne privée pour réunir les capitaux dont elle avait besoin.

Mais cette grande industrie naissante n'était pas assez connue par le public, pour pouvoir obtenir directement de ses mains l'épargne privée. Elle a dû solliciter le concours des banques qui, elles, étant avantageusement connues par le public, pouvaient réunir dans leurs caisses les épargnes privées et les mettre à la disposition de l'industrie. Les banques ont profité de cette circonstance, pour s'assurer un droit de regard dans les affaires de l'industrie et ont fini successivement par s'assurer toute la direction de la production, grâce au développement des sociétés par actions, et grâce à des combinaisons

(1) Liefmann : *Cartels et Trusts*, p. 16.

financières ingénieuses (1). « Si l'on veut exprimer en » une seule proposition l'orientation de l'économie moderne, dit W. Sombart, il faut dire que ce sont les » chefs des services de Bourse des grandes banques » qui sont aujourd'hui les maîtres de la vie économique. » (2).

D'après M. R. Hilferding, ce sont l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique, pays protectionnistes, qui devinrent les pays types du capitalisme moderne, en ce sens, que c'est principalement dans ces deux pays que le capital industriel se transforma en capital financier.

Nous entendons, d'après M. R. Hilferding, par « capital financier » (*Finanzkapital*) le capital de banque, donc du capital sous sa forme monétaire « qui, étant utilisé » dans les entreprises industrielles, est transformé en » réalité, en capital industriel ». (3).

M. R. Liefmann donne dans son étude sur les cartels et les trusts quelques exemples frappants sur la puissance des groupements financiers qui tiennent entre leurs mains l'économie : « Telle la Standart Oil Company of New-Jersey, dit-il, qui est une holding company, exerce le contrôle sur 90 p. 100 de la production » américaine. Son capital est de 400 millions de marks. » En 1907, elle a réalisé 350 millions de marks de bénéfice. » (4).

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*.

(2) W. Sombart : *Les Juifs et la Vie économique*, p. 152.

(3) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 283.

(4) R. Liefmann : *Cartels et Trusts*, p. 147.

« Il a été établi, dit-il, par une statistique gouverne-
» mentale, que 93 capitalistes, s'ils agissent de concert,
» ont la haute main sur 75 p. 100 de l'ensemble des
» lignes, sur 81 p. 100 des bénéfices bruts, sur 82 p. 100
» de la propriété des lignes, c'est-à-dire sur des valeurs
» de 10 milliards de dollars et sur plus de 87 p. 100 des
» transports. Mais ces gens sont toujours ceux qui gou-
» vernent aussi les autres branches d'entreprises. » (1).

Walther Rathenau, qui était lui-même membre d'un
groupe de magnats tout puissants de l'industrie alle-
mande a écrit : « Economiquement parlant, l'ensemble
» du monde civilisé d'aujourd'hui vit sous la domi-
» nation d'une puissante ploutocratie qui, dans certains
» Etats, a réussi à s'emparer de tout le pouvoir poli-
» tique, de la législation et de l'administration, du droit
» de décider la paix et la guerre et, dans certains autres,
» partage le pouvoir politique avec les puissances tra-
» ditionnelles, tout en disposant sans restriction de
» l'organisation du travail du pays. » (2).

C'est la politique du « capital financier » que le socia-
lisme moderne a qualifié d'Impérialisme Economique
et qui est examinée dans les chapitres suivants.

(1) Liefmann : *Cartels et Truists*, pp. 147-149.

(2) Walther Rathenau : *Où va le Monde*, trad. docteur Jankelevitch,
p. 121.

CHAPITRE PREMIER

LE CAPITAL FINANCIER ET L'IMPERIALISME ECONOMIQUE

I.

L'ORGANISATION FINANCIERE DU CAPITALISME MODERNE : LE CAPITAL FICTIF

Pour saisir toute la portée de la théorie de l'impérialisme économique, il est indispensable de jeter un coup d'œil sur l'organisation financière du capitalisme moderne et d'en relever les caractéristiques.

Sans cet exposé préliminaire le lecteur saisirait difficilement comment une oligarchie financière, aussi puissante soit-elle, pourrait tenir entre ses mains toute l'organisation économique du monde civilisé et disposer de ses destinées. En effet, comment une poignée de personnes pourrait-elle tenir les fils de toute cette vie chaotique, dans laquelle rien de précis ne peut être distingué à première vue.

Nous essaierons d'exposer dans les pages suivantes, comment, d'après M. R. Hilferding, le « Capital Financier » exerce son empire sur tout le capital national.

Pour ce faire, il y aura lieu d'examiner, comment la Société par Actions a entraîné la dissolution de la qualité d'entrepreneur industriel de celle de capitaliste industriel, ou, en d'autres termes, comment le capitaliste industriel a été réduit en capitaliste monétaire.

Nous nous rendrons compte en faisant une comparaison entre les attributions et qualités d'un entrepreneur industriel et un actionnaire industriel, que l'actionnaire industriel a perdu toutes les qualités d'entrepreneur industriel.

Quant à sa responsabilité pécuniaire :

L'entrepreneur industriel met tout son capital liquide ou une part importante de son capital dans son entreprise. Il répond de toute sa fortune des bonnes ou mauvaises chances de son affaire.

Sa responsabilité est illimitée.

Quant à l'actionnaire, sa responsabilité est limitée à la valeur des actions qu'il possède. Sa perte ne peut pas dépasser la valeur de ses actions. Il se trouve dans la situation d'un capitaliste monétaire, qui a consenti des prêts d'argent et ne peut perdre que les sommes prêtées.

Quant à la réalisation des capitaux :

L'entrepreneur industriel a investi ses capitaux disponibles dans les immobilisations et les instruments de production. Ces capitaux ne peuvent être retirés de l'entreprise, si ce n'est par la vente de son établissement, quoi faisant il perdrait sa qualité d'entrepreneur.

Quant à l'actionnaire, bien qu'il ne puisse pas demander à la Société le remboursement de ses actions avant

la liquidation de la Société, il peut obtenir le remboursement de son capital par la vente de ses actions à la Bourse des valeurs. Il est, sous ce rapport, même plus favorisé que le capitaliste monétaire qui, lui, ne peut demander le remboursement de ses prêts qu'à leurs échéances.

Quant au caractère du revenu :

Celui qui achète une action poursuit le même but qu'un capitaliste monétaire. Tous les deux font de leurs capitaux des placements pour s'assurer des revenus, l'un sous forme de dividendes, l'autre sous forme d'intérêt. Mais bien que le but poursuivi soit le même en principe, il existe entre ces deux formes de revenu une différence fondamentale. Alors que l'intérêt est fixe, les dividendes sont variables et leur importance dépend du succès de l'entreprise.

D'autre part, les dividendes qui représentent le profit industriel, doivent être, dans des conditions normales, nécessairement supérieurs à l'intérêt. Car le profit contient, outre l'intérêt du capital, la rémunération de l'entrepreneur.

Si cette différence existait réellement, l'actionnaire apparaîtrait comme entrepreneur industriel. Mais cette distinction n'est qu'apparente. Les capitaux libres qui cherchent un placement, soit dans l'achat de valeurs mobilières, soit dans des prêts à intérêt, sont toujours les mêmes. Il s'établit ainsi entre ces diverses modalités de placement une concurrence qui « rapproche le prix » de l'action du prix des placements à intérêt fixe et

» réduit pour l'actionnaire le produit du profit industriel » à l'intérêt ». (1).

Ceci nous conduit à la conclusion inattendue que le capital qui est investi dans une société industrielle n'a pas besoin de produire pour le capitaliste du profit, mais rien que de l'intérêt moyen (2)

Mais toute entreprise capitaliste, qu'elle soit privée ou par actions, poursuit la réalisation du plus haut profit possible, de sorte qu'il serait absurde de s'attendre à ce que la société industrielle vende ses produits à un prix plus bas que le prix moyen contenant le profit industriel.

En réalité, la société industrielle vend ses produits au prix normal et distribue normalement des dividendes qui contiennent, outre l'intérêt du capital, le profit industriel. Cependant, bien que la société industrielle distribue des dividendes qui représentent le profit industriel, l'actionnaire; lui, ne reçoit, en fait, que des revenus qui égalent sensiblement l'intérêt courant sur le prix d'achat des actions. Le profit industriel de la société industrielle ne revient pas à l'actionnaire, mais à une autre catégorie de capitalistes : les fondateurs de sociétés.

Ceci provient de ce que l'action ne représente pas le capital industriel de l'entreprise. L'action n'est que du capital « fictif », un simple titre de revenu. L'action, comme titre de revenu, ne rapporte et n'a besoin de rapporter que de l'intérêt et sa valeur réelle est formée par le revenu capitalisé au taux d'intérêt moyen.

(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 114.

(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 115.

Examinons de plus près.

« Par la transformation de l'entreprise privée en Société par actions un doublement de capital paraît être résulté », dit M. R. Hilferding.

Le capital monétaire, que la société a obtenu primitivement par la vente de ses actions, a été transformé en capital industriel. Il garde ce caractère aussi à l'avenir. Ce capital a servi également à l'achat de matières pour la production.

Il a ainsi disparu du processus de la circulation. « Ce » n'est que la transformation des moyens de production » en marchandises par la production et la vente de ces » marchandises, qui font refluer de l'argent — tout » autre argent — de la circulation. Donc, l'argent qui » est payé lors des transactions d'actions n'est pas l'ar- » gent qui avait été déboursé primitivement par les » actionnaires et qui a été dépensé ; ce n'est pas une » part constitutive du capital de la Société par actions, » du capital de l'entreprise. Pour la circulation des titres » de revenus capitalisés il est nécessaire d'ajouter de » l'argent neuf. De même le prix de l'action n'est nulle- » ment déterminé comme part du capital de l'entre- » prise ; il représente plutôt la part du revenu capita- » lisé. Comme telle, il (le prix de l'action) n'est pas » déterminé comme part aliquote du capital global in- » vesti dans l'entreprise, il n'est donc pas une grandeur » relativement fixe mais n'est que le revenu capitalisé » au taux d'intérêt moyen. C'est pourquoi le prix de » l'action ne dépend pas de la valeur (relativement du » prix) du capital industriel qui travaille réellement

» dans l'entreprise, car l'action n'est pas une assigna-
» tion sur une part du capital qui travaille réellement
» dans l'entreprise, mais bien une assignation sur une
» part du revenu et dépend, par conséquent, première-
» ment, de la grandeur du profit (donc c'est une gran-
» deur beaucoup plus variable que ne pourrait être le
» prix des éléments de production du capital industriel
» lui-même), et, deuxièmement, du taux d'intérêt cou-
» rant. » (1). Nous voyons ainsi que l'action n'est qu'un
titre de revenu comme, par exemple, l'obligation ou le
titre de rente.

« Par le fait que ce revenu est capitalisé et que ceci
» forme le prix de l'action, il semble que le prix des
» actions contient un second capital. Celui-ci est pure-
» ment fictif. Ce qui existe réellement, ce sont le capital
» industriel et son revenu. » (2).

Le caractère fictif du capital représenté par les actions
n'est pas apparent, car il existe en fait un capital réel
et ce capital réel est confondu avec le capital-actions
de la Société. Mais si nous prenons, pour l'examen, un
autre titre de revenu, par exemple des obligations d'E-
tats, nous voyons clairement que le prix d'un titre de
revenu n'est nullement l'expression d'un capital pro-
ductif. L'obligation d'Etat ne représente qu'un enga-
gement pris par l'Etat de servir sur ses titres des rentes
prises dans les revenus de l'Etat lui-même et « qui sont

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*, pp. 115-116.

(2) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 116. -

» le produit de tous autres capitaux que ceux qui ont été
 » dépensés dans le temps d'une façon improducti-
 » ve ». (1). Ici, le caractère purement fictif du capital
 représenté par les rentes sur l'Etat ne fait aucun doute.

D'autre part, nous savons que la valeur réelle d'une action dépend essentiellement de son revenu, et que, par conséquent, la valeur totale des actions d'une Société est l'expression du profit réalisé par la Société dans le courant de l'exercice. Donc, la valeur totale des actions d'une Société est très variable et ne représente d'aucune façon le capital initial qui a été transformé, au moment de la fondation, en capital industriel productif et dont la valeur est relativement fixe. Prenons un exemple.

Admettons qu'une Société, dont le capital social est de un million de francs, ait réalisé un profit moyen de 15 p 100, ce qui fait sur le capital de un million 150.000 francs. Réduisons de ces 150.000 francs, pour frais d'administration et autres une somme de 20.000 fr. Le bénéfice total de la Société se réduit ainsi à 130.000 francs. Admettons que le taux de capitalisation des actions soit de 7 p. 100. L'ensemble des actions de la Société représentera donc une valeur de

$$(130.000 \times 100) : 7 = 1.857.143 \text{ francs}$$

1.900.000 francs en chiffres ronds. « Pour produire le
 » profit de 150.000 francs, on n'a besoin que d'un capi-
 » tal de 1 millions de francs ; 900.000 fr. sont libres.

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 117.

» Ces 900.000 francs proviennent de la transformation
» du capital produisant du profit en capital produisant
» de l'intérêt (des dividendes) ».

La différence entre le capital social et la valeur réelle des actions de la Société représente le « bénéfice de fondateurs », une source de profit, qui provient de la transformation du capital produisant du profit en capital produisant de l'intérêt. Le bénéfice de fondateurs » n'est ni une escroquerie, ni une indemnité, ni une » rémunération, mais une catégorie sui generis ». (1).

Comme le nom l'indique, le bénéfice de fondateurs revient aux fondateurs de la société qui, le plus souvent, sont des banques.

Pour transformer une entreprise privée en entreprise par actions, la banque procédera de la façon suivante.

Elle fixera le capital social de l'entreprise à une somme telle que le bénéfice du début de l'entreprise suffise à distribuer sur les actions à émettre des dividendes, qui dépassent légèrement l'intérêt courant et souscrira toutes les actions de la nouvelle société industrielle. Elle gardera les actions en portefeuille en attendant que l'entreprise réorganisée puisse distribuer des dividendes qui dépassent sensiblement le taux d'intérêt courant. Comme la valeur des actions est déterminée par les dividendes capitalisés aux taux d'intérêt courant, la valeur réelle des actions dépassera dans la même proportion sa valeur nominale. Si les dividendes représentent le double du taux d'intérêt, la valeur réelle

(1) R. Hisferding : *Das Finanzkapital*, p. 118.

des actions atteindra approximativement le double de la valeur nominale desdites actions. La banque, en vendant les actions qu'elle avait gardées en portefeuille, aura réalisé un bénéfice de fondateur presque égal au capital social de l'entreprise.

Les banques réalisent des bénéfices de fondateurs non seulement à l'occasion de la transformation d'entreprises privées en sociétés, mais surtout à l'occasion de la création de nouvelles sociétés.

Le bénéfice de fondateurs n'est, d'après M. R. Hilferding, autre chose que le bénéfice industriel que les fondateurs prélèvent, en une seule fois, au lieu de le prélever au fur et à mesure de la réalisation de ce profit, pendant toute l'existence de la société.

Quant aux actionnaires qui, par la suite, font l'acquisition d'action, ils les paient au taux de capitalisation du revenu de ces titres. Par exemple, si le taux de capitalisation est de 6 p. 100 et que l'action rapporte 12 p. 100, l'action lui coûtera le double de sa valeur nominale.

Nous nous apercevons ainsi que, malgré l'apparence, l'actionnaire, sous rapport de revenu, se présente comme simple capitaliste monétaire.

Sous le régime de sociétés industrielles, à qui revient la direction de la production ? :

Pour résoudre cette question, il est nécessaire de rechercher à qui incombe cette direction au sein d'une société par actions.

L'actionnaire qui, sous bien des rapports, est dépourvu de la qualité d'entrepreneur, a-t-il pu garder, au moins,

sous le rapport de la direction la qualité d'entrepreneur ?

La réponse sera, également ici négative, bien qu'en droit l'actionnaire représente l'entrepreneur industriel et que, comme tel, il devrait être chargé de la direction de l'entreprise.

Dans l'organisme d'une Société, l'Assemblée générale représente le pouvoir délibérant. L'Assemblée Générale charge le Conseil d'Administration, en sa qualité de pouvoir exécutif, de l'exécution des décisions qu'elle a prises.

L'Assemblée Générale est formée par l'ensemble des actionnaires, de sorte que tout actionnaire détient et exerce, en principe, sa part de souveraineté, dont l'Assemblée Générale est investie. Comme tel, tout actionnaire devrait avoir sa part de direction dans l'activité productrice de la Société.

Mais, en fait, la majorité des actionnaires ne participe d'aucune façon à sa direction, et ce, pour les raisons suivantes.

Une partie des actionnaires est écartée par les statuts de la Société, en raison du nombre insuffisant d'actions qu'elle détient, ou, suivant d'autres dispositions des statuts, comme par exemple les porteurs de « common shares », aux États-Unis d'Amérique, qui sont exclus des Assemblées.

D'autres — et ce ne sont pas les moins nombreux — se désintéressent des Sociétés dont ils détiennent les actions et ils ignorent souvent la nature de l'activité de ces Sociétés. Ajoutons à ces causes une autre d'ordre

pratique : l'impossibilité pour un actionnaire de se rendre au siège social d'une Société où se réunissent les Assemblées Générales, et qui se trouve souvent dans des pays éloignés.

Il a été établi, d'une façon certaine, qu'il suffit de posséder un tiers du capital social d'une Société par Actions, pour s'assurer la majorité dans les Assemblées et de décider, en maître souverain, de l'activité de l'entreprise. Nous voyons ainsi que la majorité des actionnaires n'a aucune participation dans la direction de la Société.

Nous apercevons le grand intérêt qu'il y a à réunir entre ses mains le tiers du capital social des entreprises par actions, et ce sont les banques ou de gros capitalistes qui tiennent, le plus souvent, cette part du capital social des entreprises industrielles.

Déjà, par ce simple moyen, les gros capitaux s'assurent la domination sur un capital trois fois supérieur, grâce à l'existence des Sociétés par Actions.

Mais nous verrons tout à l'heure que les gros capitaux ont trouvé le moyen d'étendre considérablement leur domination, par des combinaisons ingénieuses. En effet, la puissance des gros capitaux augmente lorsqu'ils sont utilisés à la tête d'une combinaison financière de Sociétés interdépendantes. L'exemple suivant nous permettra d'en saisir la portée.

« Supposons que le capitaliste N. domine par la possession de 5 millions d'actions, la Société A, dont le capital social est de 9 millions de francs. Cette Société fonde une Société sœur B. avec un capital social de

» 30 millions, dont il garde 16 millions en portefeuille.
» Pour pouvoir payer ces 16 millions, A émet pour 16
» millions d'obligations avec intérêt fixe et qui ne pos-
» sèdent pas de droit de vote. N domine maintenant
» avec ses 5 millions les deux Sociétés donc un capital
» de 39 millions. A et B peuvent fonder, suivant le même
» principe, de nouvelles Sociétés, de sorte que N obtient
» avec un capital relativement petit le commandement
» sur des capitaux étrangers extrêmement impor-
» tants. » (1).

La possession d'un grand nombre d'actions permet de se faire représenter dans la direction de la Société, d'en influencer la marche, de se tenir constamment au contact des affaires de l'entreprise et de profiter de ces avantages pour se livrer à des opérations de spéculation ou à des opérations commerciales lucratives d'un ordre différent.

C'est ainsi que le capital national est dominé entièrement par un groupe de gros capitalistes qui dirige souverainement la vie économique du pays. C'est cette oligarchie financière qui, grâce à la puissance de ses « propres capitaux ou même comme représentants de » la puissance concentrée de capitaux étrangers (directeurs de banques) sont représentés comme membres » de conseils d'administration dans un grand nombre » de Sociétés par Actions. Il se crée ainsi une sorte » d'union personnelle entre les diverses Sociétés par

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 130.

» Actions entre elles, d'une part, et entre celles-ci, et
» les banques, d'autre part, une circonstance qui doit
» exercer une grande influence sur la politique de ces
» Sociétés, étant donné qu'entre les diverses Sociétés, il
» se forme une communauté d'intérêts de porteurs » (1).

C'est cette ploutocratie qui dirige le monde civilisé de notre époque.

II.

QU'EST-CE QUE L'IMPERIALISME ECONOMIQUE ?

De nos jours on parle beaucoup d'impérialisme.

Dans l'époque moderne, le nom d'impérialisme était réservé surtout à qualifier la politique d'expansion coloniale pratiquée par l'Angleterre.

Aujourd'hui, ce mot trouve une application plus générale et sert à définir une politique, dont on accuse, on peut dire, toutes les nations capitalistes. On parle d'Impérialisme américain, d'Impérialisme allemand et la France est accusée à son tour de suivre une politique impérialiste dans ces rapports avec son Empire colonial et ses voisins de la métropole.

Donc, sous Impérialisme, nous devons comprendre, une politique que tout Etat est susceptible de pratiquer sous un régime capitaliste.

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*, pp. 132-133.

L'impérialisme politique et militaire n'est pas un phénomène de l'époque moderne. Il a été pratiqué par l'antiquité et brillamment par l'Empire Romain.

Mais le caractère de l'Impérialisme moderne est différent de celui pratiqué avant l'époque capitaliste. L'impérialisme classique avait d'autres mobiles que l'impérialisme dit économique.

L'Impérialisme classique était basé, dit M. Paul Louis, par exemple, sur « l'ambition personnelle d'un monarque, les excitations d'un entourage avide ou le sentiment plus ou moins bien compris de la dignité d'un peuple » (1). Il était politique et militaire. Rome voulait établir sa domination politique sur le monde par la force de ses légions et pacifier le monde. C'est la paix imposée par la domination du plus fort.

Bien que l'Impérialisme moderne ait, dans son essence changé de caractère, la forme politique et militaire coexiste avec d'autres formes plus modernes.

« Comme l'a très bien montré M. Novicow dans son beau livre sur les luttes entre sociétés humaines, dit M. G. Tarde, les peuples civilisés ont bien des manières de se combattre autres que la guerre, qui était l'unique opposition des primitifs. Ils savent pratiquer ces invasions silencieuses par la langue, par la religion, par la science, par l'industrie, par les finances, par la littérature et les beaux-arts, auxquelles nulle

(1) Paul Louis : *Essai sur l'impérialisme*, p. 102 ; *Mercur de France*, N° d'avril-juin 1904.

» digne, ne résiste, une fois le courant lancé. Seulement,
» peut-être l'éminent sociologue a-t-il eu le tort de
» penser que ces formes sociales de la lutte, successi-
» vement apparues, sont destinées à se substituer les
» unes aux autres. Elles se superposent bien plutôt
» qu'elles ne se remplacent ; elles peuvent alterner et
» coexister. Et leur aboutissement commun, quand elles
» s'élèvent à un certain degré d'intensité, c'est la guerre.
» Il faut bien prendre garde à cela. » (1).

Encouragé par le succès obtenu grâce à la supériorité de sa force militaire, la nation impérialiste finit par attribuer ses succès à la supériorité de sa race. « L'Im-
» périalisme apparaît alors avec son caractère mysti-
» que : cet état d'âme aboutit à la glorification de la
» race, à la croyance en une mission divine pour réfor-
» mer le monde et civiliser les autres » (2). C'est cette conception mystique qui a fait dire à M. Chamberlain :
« Une nation est comme un individu, elle a des devoirs
» à remplir.. C'est notre domination seule qui peut
» assurer la paix, la sécurité et la richesse à tant de
» malheureux qui, jamais auparavant, ne connurent ces
» bienfaits. Et c'est en achevant cette œuvre civilisatrice,
» que nous remplirons notre mission nationale ». (3)

« Notre race, disait Gladstone, peut réclamer le droit
» de fonder une sorte d'église universelle en politique

(1) G. Tarde : *L'Impérialisme*, p. 326.

(2) Joseph Patrouillet, p. 28.

(3) Berard, op. cit., p. 66, par J. Patrouillet,

et, vingt ans avant la guerre, Curzon dédiait un ouvrage à « ceux qui croient que l'Empire britannique est, après » la providence, la plus grande force de bien dans l'U- » nivers ». (1).

La base philosophique de cette conception doit être recherchée dans Carlyle qui a proclamé l'inégalité des hommes entre eux et le droit et devoir des hommes supérieurs, « les Héros, de guider les hommes inférieurs. » Mission de diriger, gouverner, commander les autres » hommes, leurs frères inférieurs ; droit, par consé- » quent, d'exiger leur soumission et leur obéissance, » d'user, s'il le faut, de contrainte ; droit dans l'intérêt » même de ceux sur lesquels il s'exerce, despotique » et absolu, sans limitation autre que celle des exigen- » ces du bien de tous, sans autre contrôle que celui de » leur juste conscience de Héros. » (2).

Partant de ce principe, Carlyle reconnaît aux races supérieures « le droit d'imposer aux races inférieures, » incapables de s'élever par elles-mêmes à un degré » vraiment humain de culture, les moyens les plus » prompts et les plus sûrs pour y parvenir. Car c'est la » seule chose qui importe, a dit Carlyle, et ce qui les » poussera dans cette voie, cela dût-il se présenter » sous forme de coups de pieds, c'est cela qui est la » liberté. » (3).

(1) Jean Audemar, p. 9.

(2) Jacques Gazeau : *L'Impérialisme anglais*, p. 57.

(3) Jacques Gazeau, *L'Impérialisme anglais*, pp. 58-59.

Cette conception de mission divine d'étendre les bienfaits de la civilisation sert souvent à justifier une politique de violence et d'injustice que les puissances impérialistes prodiguent vis-à-vis de pauvres peuples sans défense.

Quelle conception bizarre de mission divine que cette politique de l'impérialisme qui, dans le prétendu but de contribuer au développement et au bonheur des peuples en retard dans la voie de la civilisation, n'hésite pas « de faire suer le plus clair de ses gains à une population misérable, affamée, qui débute à peine dans la voie de la civilisation, pour engraisser des sociétés vieilles, enrichies et arrivées depuis longtemps à leur plein développement économique » (1), pour les réduire à des esclaves au service de leurs bienfaiteurs !

On se sert également d'un autre argument pour justifier la politique impérialiste. Cette politique « d'expansion, d'annexion, ouvertement violente ou d'apparence pacifique et tendant précisément à l'exercice d'une domination de plus en plus étendue, serait une nécessité primitive et essentielle de notre nature due à l'existence dans tout organisme vigoureux d'une irrésistible volonté d'expansion. » (2). C'est une conception inspirée par la philosophie de Nietzsche, dont l'auteur cite le passage suivant : « La vie est essentiel-

(1) Ch. Gide : *A quoi servent les Colonies*, p. 44.

(2) Jean Aùdemar : *Quelques aspects de l'Impérialisme économique anglo-saxon*.

» lement, l'aspiration à un surplus de puissance ; cette
» volonté demeure ce qu'il y a de plus intime et de
» plus profond... Ce que veut l'homme, ce que veut la
» plus petite parcelle d'organisation vivante, c'est une
» organisation de puissance. »

Cet argument paraît, à première vue, d'autant plus puissant qu'il présente l'impérialisme comme l'expression de lois naturelles inéluctables que l'humanité doit subir malgré elle. Et pour impressionner davantage on cite comme exemple la somme de luttes qui se présente dans la nature, où tout est sacrifié au droit à l'existence par la destruction impitoyable du plus faible.

Cette doctrine odieuse de la violence, qui serait à la base du développement de toute espèce animale, est réfutée par de grands savants, tels que Kropotkine, Prof. Kessler et Edmond Perrier. Ce dernier écrit :
« En établissant que dans le monde vivant, si la lutte
» est la condition du progrès, comme l'ont si vite appris
» ceux qui rêvent de bouleversement social, le progrès
» n'a jamais été réalisé que par l'association de forces
» individuelles et leur harmonieuse coordination, les
» sources naturelles constituent non seulement la plus
» haute philosophie, mais la seule capable de fournir
» aux groupements les lumières nécessaires pour son-
» der et guérir les plaies profondes du temps pré-
» sent. » (1). !

(1) Edmond Perrier : *Faunes des côtes de Normandie* cité par L. Bourgeois dans « *Solidarité* », p. 59.

L'IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE

« Lorsque nous étudions les animaux, écrit Kropotkine, » — non dans les laboratoires et les muséums seulement, mais dans la forêt et la prairie, dans les steppes » et dans la montagne — nous nous apercevons tout de » suite que, bien qu'il y ait dans la nature une somme » énorme de guerre entre les différentes espèces, et » surtout entre les membres des différentes classes d'a- » nimaux il y a tout autant, ou peut-être même plus » de soutien mutuel et de défense mutuelle entre les » animaux appartenant à la même espèce ou, au moins, » à la même société. » Il cite, à l'appui, une série d'exemples d'une solidarité touchante qu'il a rencontrée dans la vie des animaux. Et il poursuit : « Mais si nous » en appelons à un témoignage indirect, et demandons » à la nature : Quels sont les mieux adaptés, ceux qui » sont continuellement en guerre les uns avec les au- » tres, ou ceux qui se soutiennent les uns les autres ? » Nous voyons que les mieux adaptés sont incontestable- » ment les animaux qui ont acquis des habitudes » d'entr'aide. » (1).

Et le Prof. Kessler exprime la même conviction en disant : « Certes, je ne nie pas la lutte pour l'existence, » mais je maintiens que le développement progressif » du règne animal, et particulièrement de l'humanité, » est favorisé bien plus par le soutien mutuel que par » la lutte réciproque.. Tous les êtres organisés ont deux » besoins essentiels : celui de la nutrition et celui de

(1) Pierre Kropotkine : *L'Entr'aide*, p. 6.

» la propagation de l'espèce. Le premier les amène à la
» lutte et à l'extermination mutuelle tandis que le besoin
» de conserver l'espèce les amène à se rapprocher les
» uns des autres et à se soutenir les uns les autres.
» Mais je suis porté à croire que dans l'évolution du
» monde organisé — dans la modification progressive
» des êtres organisés — le soutien mutuel entre les in-
» dividus joue un rôle beaucoup plus important que leur
» lutte réciproque. » (1).

« Des activités individuelles, isolées, croissent lente-
» ment dit L. Bourgeois ; opposées, elles s'entre-détrui-
» sent ; juxtaposées, elle s'additionnent ; seules, les
» activités associées croissent rapidement, durent et se
» multiplient. » (2).

La fausse conception de la lutte pour l'existence ne peut justifier une politique qui tend à dominer et exploiter les nations qui ne peuvent opposer une résistance efficace aux convoitises de quelques puissances capitalistes. Une nation civilisée ne peut chercher le développement de ses forces dans ces pratiques inhumaines, injustes et immorales. Nous refutons que l'étendue territoriale soit de nature à conférer à une nation de la réelle grandeur. « Oui, vraiment, dit Ch. Gide, j'estime
» que l'homme que la fortune a fait naître dans un petit
» pays a plus de chance d'y vivre heureux que dans un
» grand, et j'ajoute même qu'il peut en être tout aussi

(1) Cité par L. Kropotkine, dans *l'Entraide*, p. 8.

(2) L. Bourgeois : *Solidarité*, p. 57.

» fier. Qu'elle a été utile et féconde dans l'histoire, l'existence des petits pays ! Ils ont été comme des ferments imperceptibles qui métamorphosent toute la masse, comme le levain qui fait lever toute la pâte. Que la place occupée par la Grèce sur la carte du monde est petite ! Que la place qu'elle occupe dans les destinées du genre humain est grande ! Une Grèce de moins dans le monde, quel vide ! et qui sait ce que nous serions nous-mêmes, si elle n'avait pas été ? Pourquoi donc un peuple rechercherait-il la grandeur matérielle ? Etre citoyen, je ne dis pas seulement d'Athènes ou de Florence, mais même pour ne parler que du présent, de Suisse, de Belgique ou de Victoria, cela ne vaut-il pas tout autant que d'être sujet russe ou chinois, voire même Français ou Allemand ? » (1).

Les raisons de la politique impérialiste moderne ne résident ni dans les facteurs historiques : l'esprit dynamique, les appétits militaires, les convoitises nationales — car la démocratie a affaibli la force de ces facteurs — ni dans la mission divine de civiliser le monde, qui n'est qu'hypocrisie, « il s'étaie sur une base autrement forte encore, il recourt à des arguments d'une valeur moins transitoire ; il se présente comme le résultat même de toute l'évolution économique accomplie, comme le produit du capitalisme, de l'industrialisme, de la libre concurrence, de la lutte universelle, pour les débouchés et pour la vie. » (2). Il apparaît comme

(1) Ch. Gide : *A quoi servent les Colonies*.

(2) Paul Louis : *Essai sur l'Impérialisme*, p. 103.

» le suprême effort du capitalisme pour conserver sa
 » richesse, sa domination politique, son autorité sociale.
 » Cet effort comporte la conquête territoriale, l'exten-
 » sion violente ou pacifique des domaines, la clôture
 » des marchés, la création d'un empire fermé. » (1).

L'impérialisme moderne ne se manifeste pas exclusi-
 vement dans la politique d'expansion territoriale. Il est
 essentiellement économique et se manifeste surtout dans
 le domaine de la politique économique et commerciale.
 L'expansion coloniale n'est qu'une conséquence de la
 politique économique du capitalisme moderne. « La
 » bourgeoisie, dit M. Paul Louis, la classe possédante
 » ne peut donc se contenter du statu quo territorial. Sous
 » peine de périr, frappée par ses propres armes, sous
 » l'accumulation des richesses qu'elle a créées et
 » qu'elle ne peut pas vendre, il lui faut chercher, saisir,
 » de nouvelles clientèles. Ou bien elle monopolisera
 » par des lois, le marché du dedans, et c'est le protec-
 » tionnisme; ou bien par la force ou par la ruse, elle
 » proclamera des annexions au dehors, et c'est le colo-
 » nialisme. L'impérialisme coordonne le colonialisme et
 » le protectionnisme : il peut même entraîner la guerre
 » en territoire dit civilisé, car il est toujours à craindre
 » qu'une entreprise coloniale n'engendre une longue ré-
 » percussion dans la vieille Europe. » (2).

Brailsford écrivait en 1915 : « Impérialisme is sim-

(1) Paul Louis : *Essai sur l'Impérialisme*, p. 101.

(2) Paul Louis : *Essai sur l'Impérialisme*, p. 105.

» pley the political manifestation of the growing tendency of capital, accumulated in the more civilised industrial countries, to export itself to the less civilised and the less settled. » (3).

Pour Lénine : « L'impérialisme est la phase monopolistique du capitalisme. » Il en résume les aspects comme suit : 1° la concentration de la production et du capital, qui a créé les monopoles qui déterminent la vie économique ; 2° La fusion du capital de banque avec le capital industriel et la création — en vertu de ce « capital financier » — d'une oligarchie financière ; 3° L'exportation de capitaux qui prend, par opposition à l'exportation de marchandises, une grande importance ; 4° Il se forme des associations internationales de capitalistes pour le monopole, qui se partagent le monde entre eux ; et 5° Le partage de la terre parmi les grandes puissances capitalistes peut être considéré comme étant achevé (2).



(1) Brailsford : *The war of steel and Gold, A study of the armed peace*, 3^e édit. 1915, cité par Hashagen.

(2) N. Lénine : *Der Imperialismus als jüngste Etappe der Kapitalismus*, p. 90.

CHAPITRE II

LES « DROITS DE CARTEL » ET LE DUMPING

I

I. — *LE CARACTERE* *DES DROITS DE DOUANE CLASSIQUES*

Jusqu'à la fin du xvr^e siècle les droits de douane avaient conservé leur caractère de pourvoyeur du Trésor.

La politique économique pratiquée par Colbert modifia cette conception en transformant les droits de douane en instrument de protection au service de l'industrie nationale. En effet, pour favoriser le développement de l'industrie nationale naissante, Colbert se voit dans la nécessité de la mettre à l'abri de la concurrence étrangère. Il favorise à cet effet l'entrée en France des matières premières et il en interdit la sortie ; il établit, en même temps, des droits d'entrée très élevés sur les produits manufacturés venant de l'étranger.

Jusqu'à nos jours, les droits de douane ont conservé, dans la plupart des pays le rôle de protecteurs de l'industrie nationale. La France est parmi ceux qui, à tra-

vers les siècles, sont restés fidèles à la doctrine protectionniste. Sa politique douanière n'a été entrecoupée que par deux périodes de libéralisme. La première a été inaugurée par le traité de commerce d'Eden conclu en 1786 entre la France et l'Angleterre et qui établit un régime libéral dans les relations commerciales entre les deux pays. Le tarif général établi par la loi du 15 mars 1791 étendit ce régime libéral aux relations commerciales avec tous les pays étrangers. Cette politique n'a eu qu'une existence courte. Le bloc continental a été l'un des faits qui ont déterminé la formation, après la chute de l'Empire, d'un régime extrêmement rigoureux de protectionnisme industriel et agricole qui a été maintenu jusqu'au delà de la première moitié du XIX^e siècle (1).

Vint ensuite le traité de commerce du 23 janvier 1860 qui inaugura un nouveau régime libéral dans les relations commerciales des deux pays précités. Ce traité fut suivi d'un très grand nombre d'autres, sur des bases analogues, en 1861 avec la Belgique, en 1862 avec le Zollverein allemand, en 1865 avec l'Espagne et en 1866 avec l'Autriche.

Dès 1870, une réaction violente se manifeste contre les idées et contre la politique du libre échange. L'Amérique prend la tête du mouvement protectionniste. Les Etats-Unis établissent à leurs frontières des droits d'entrée très élevés, dans l'intention de protéger l'organisa-

(1) Truchy : *Traité d'Economie Politique*, Tome II, 1er Fasc., p. 43.

tion de l'industrie nationale. Viennent ensuite l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Suède, le Portugal, l'Espagne et la Suisse, qui se retranchent derrière des barrières douanières dans le même but que les États-Unis.

La France refuse de renouveler les traités de commerce conclus à partir de 1860 et les dénonce à leur expiration en 1892.

Il y a cependant un pays qui fait exception à l'acheminement vers le protectionnisme, et c'est l'Angleterre. Bien qu'elle ait pratiqué une politique de protection rigoureuse depuis l'acte de navigation de Cromwell de 1651, elle s'achemine à partir de 1825 vers le libre échange. Le libre échange triomphe définitivement en 1860 dans le traité de commerce avec la France. Depuis, l'Angleterre est restée fidèle à la politique du libre échange. Cependant, des tendances protectionnistes se manifestent également dans ce pays.

Comment expliquer la fidélité de l'Angleterre au libre échange, alors qu'elle a poursuivi de bonne heure une politique impérialiste et que tous les pays impérialistes modernes pratiquent une politique protectionniste à outrance.

Ce contraste dans la politique commerciale des puissances impérialistes est de nature à donner lieu à des interprétations contradictoires. Les uns pourraient affirmer que c'est le libre échange qui caractérise l'impérialisme économique à l'exemple de l'Angleterre, alors que d'autres pourraient affirmer que c'est le protection-

nisme qui est compatible avec une politique économique impérialiste.

Mais si nous envisageons cette question sous son vrai aspect, nous étant rendu compte que la politique douanière aussi ne sert que d'instrument à l'impérialisme économique et que le seul but qu'il poursuit n'est que de réaliser le plus de profit possible, nous saisissons aisément que l'impérialisme économique peut se servir indistinctement, soit du libre échange, soit de la protection, selon les conditions économiques dans lesquelles il se pratique. C'est ainsi que s'explique l'adoption par l'Angleterre du libre échange par la position économique exceptionnelle qu'elle a occupée dans la première phase de l'industrialisation du monde. « C'est à l'industrialisation poursuivie de bonne heure par l'Angleterre qu'a été dû l'adoption du libre échange, dit M. A. Viallate. » (1).

En effet, l'Angleterre a perfectionné son outillage industriel par l'utilisation immédiate des grandes découvertes techniques qui ont été faites sur son territoire à la fin du XVIII^e et au commencement du XIX^e siècle. Par suite de l'avance de son organisation industrielle sur celle du continent européen et de l'Amérique, l'Angleterre n'avait aucune concurrence étrangère à redouter, par conséquent, elle n'avait aucun besoin d'organiser la défense de l'industrie nationale. C'est, au contraire, le libre échange qui était susceptible de favoriser l'industrie anglaise

(1) A. Viallate : *L'Impérialisme Economique*, p. 24.

Pour dominer les marchés étrangers, l'industrie anglaise devait songer à obtenir des prix de production bas. Elle avait donc besoin d'une main-d'œuvre bon marché et des matières premières à bas prix. D'autre part, afin de pouvoir exporter ses produits manufacturés, elle avait intérêt à ce que les marchés étrangers ne lui soient pas fermés par des droits d'entrée.

Le libre échange permettait à l'industrie anglaise d'importer librement des produits alimentaires et des matières premières. C'est pourquoi l'industrie a mené la lutte contre les lois des céréales. D'autre part, l'Angleterre, en faisant accepter l'idéologie du libre échange aux Etats du continent, a obtenu l'ouverture des marchés étrangers pour écouler ses produits manufacturés.

Nous voyons ainsi que c'est le libre échange qui convenait à l'Angleterre, par suite des conditions économiques mondiales d'antan.

L'Angleterre poursuivait par sa politique libre-échangiste le même but que la plupart des pays capitalistes modernes poursuivent par une politique protectionniste prohibitive. « La politique d'expansion du capitalisme » moderne, dit Bauer, parlant d'un des aspects de » l'impérialisme économique moderne, nous apparaît » comme l'héritière de l'ancien libéralisme. » (1). Les buts sont restés les mêmes, ce ne sont que les moyens qui ont changé (2).

Après avoir jeté un coup d'œil rapide sur les conditions économiques de l'Angleterre dans la première

(1 et 2) Otto Bauer : *Die Nationalitätenfrage et die Sozialdemokratie*, pp. 472-473.

phase de l'industrialisation, essayons de dégager la politique commerciale des pays du continent et de l'Amérique des conditions économiques.

La première condition qui doit retenir notre attention, c'est le retard de l'organisation industrielle des pays du vieux continent et du Nouveau-Monde sur celle de l'Angleterre.

Cette situation d'infériorité ne permettait pas aux pays d'organisation industrielle inférieure de faire face à la concurrence de l'Angleterre. L'invasion de ces pays par les produits anglais empêchait les pays arriérés au point de vue industriel, de perfectionner l'organisation de leur industrie. C'est pourquoi l'industrie du continent européen et celle des Etats-Unis d'Amérique réclamaient des droits protecteurs sur les frontières de leurs territoires économiques. Sans recourir à une politique protectionniste, les pays en question n'auraient pas pu organiser l'industrie nationale.

La politique douanière pratiquée par Colbert pour protéger l'industrie nationale est typique à cet égard. Cette pratique nous paraît logique et légitime, car malgré les objections faites par les fervents du libéralisme, il faut songer, comme à relevé M. List, qu'entre l'homme et l'humanité, l'histoire a mis la nation.

II

LE CARACTERE DES DROITS SOUS LE REGIME DES CARTELS

Nous avons vu, dans les pages qui précèdent, comment les droits de douane, qui ne servaient d'abord qu'à

assurer des revenus à l'Etat, ont été transformés ensuite en instrument de protection au service de l'industrie nationale de certains pays, afin que cette industrie puisse se développer normalement et atteindre le degré de développement qui lui aurait permis d'entrer en concurrence avec l'industrie étrangère.

Etant donné les circonstances, nous avons dû reconnaître la légitimité de cette politique de défense contre les attaques d'une force supérieure.

Depuis, les anciennes conditions ont été bouleversées. L'industrie anglaise a perdu sa suprématie sur celle du continent et du Nouveau Monde. De jeunes nations, particulièrement l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique, ont atteint un développement industriel qui laisse loin derrière lui celui de l'Angleterre. Ces jeunes nations qui, au début de l'industrialisation, s'étaient vu dans la nécessité de se protéger contre la concurrence anglaise, ont atteint une puissance industrielle qui leur permet d'entrer en lutte avec n'importe quelle industrie étrangère, de sorte que, si les droits d'entrée avaient conservé de nos jours le caractère de droits protecteurs, leur maintien n'aurait pu être expliqué pour les nations précitées. Elles auraient d'ailleurs adopté une politique libérale. Mais, tout au contraire, on se trouve devant une réalité qui nous conduit à la conclusion que les droits d'entrée actuels ne peuvent pas avoir conservé le caractère ancien. Car ce sont surtout les nations qui ont atteint le plus haut degré de développement industriel, qui pratiquent une politique protectionniste à outrance. Au lieu d'abolir les droits d'entrée protec-

teurs qui leur ont permis d'atteindre le plein développement de leurs forces, elles ont élevé les droits dans des proportions qui les rendent prohibitifs. Et, en fait, les droits modernes poursuivent un but tout différent depuis qu'ils servent les intérêts du capital financier.

Le capital financier cherche par le protectionnisme moderne l'invasion économique de tous les marchés du monde. Les droits modernes font partie de la stratégie économique que l'industrie organisée en trusts, cartels et syndicats a déclaré à tout ce qui se trouve au delà des frontières du territoire économique national. Cette guerre est portée dans l'enceinte des pays concurrents et le capital financier des puissances impérialistes cherche à battre l'industrie étrangère sur son propre territoire économique.

M. R. Hilferding a nommé « Kartellschutzoll » le protectionnisme moderne qui est pratiqué sous un régime d'ententes économiques, telles que cartels, trusts et syndicats. Pour abréger, nous traduisons « Kartellschutzoll » par « droits de cartel ».

Par les droits de cartels l'industrie des pays impérialistes obtient d'abord la protection du territoire économique propre contre la concurrence étrangère. Derrière la muraille économique l'industrie peut vendre ses produits à des prix élevés et réaliser de très hauts profits. C'est pourquoi l'industrie, sous un régime d'ententes économiques, est partisan d'une politique protectionniste à outrance.

Ainsi, les droits de douane classiques ont servi à l'in-

industrie nationale de certains pays à s'organiser à l'abri de la concurrence de l'industrie anglaise et d'atteindre la plénitude de leurs forces. Cette industrie a ensuite profité des droits protecteurs pour se grouper. Etant parvenu à perfectionner son outillage et à s'organiser solidement, elle est passée à l'offensive contre le monde entier. D'une arme défensive, les droits d'entrée ont été transformés en char d'assaut au service du capital financier, avide de conquêtes et de lucre.

Il existe encore d'autres différences de caractère entre les droits classiques et les droits modernes.

Si nous examinons la différence de caractère entre les deux droits d'entrée quant à la durée, nous constatons qu'elle est fondamentale.

Les droits de douane classiques poursuivaient le but de protéger le développement de l'industrie nationale naissante contre une industrie étrangère puissante. C'était une mesure temporaire qui devait disparaître dès que l'industrie protégée aurait atteint une force de résistance suffisante. Cette mesure exceptionnelle aurait dû conduire logiquement à la libre concurrence.

Il n'en est pas de même des droits de cartels modernes. Ils ont un caractère plutôt permanent, car ils se présentent comme un moyen nécessaire à la réalisation de hauts profits. Les droits de cartel sont, par conséquent, liés étroitement à la politique générale du capitalisme et ne peuvent disparaître qu'avec le changement de sa politique économique. Et, comme il est difficile de comprendre le capitalisme poursuivant un autre but que la réalisation de hauts profits, on pourrait

dire, avec un peu de hardiesse, que les droits du cartel ne peuvent disparaître tant qu'existera le capitalisme lui-même, abstraction faite des interventions législatives qui ne peuvent donner que des résultats temporaires et incomplets.

D'autre part, nous savons que les droits protecteurs représentent une mesure de protection. Donc leur quantum devrait être en rapport avec le degré d'organisation de l'industrie protégée. Par conséquent, les droits d'entrée devraient être abaissés au fur et à mesure du développement de l'industrie en voie d'organisation, pour disparaître à un moment donné. Donc, les droits classiques sont logiquement dégressifs, contrairement aux droits de cartel qui sont progressifs. Car la politique commerciale du capital financier oblige toutes les puissances capitalistes à élever de plus en plus leurs murailles douanières pour arrêter les assauts des concurrents extérieurs.

Nous saisissons mieux l'importance des droits de cartel en faisant l'étude de la pratique commerciale dite « le dumping ».

III

LE CAPITAL FINANCIER ET LA DOMINATION DE L'INDUSTRIE

D'après M. R. Hilferding, dans la phase moderne du capitalisme, ce n'est pas l'Angleterre libre-échangiste, mais bien l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique

protectionnistes qui devinrent les pays types du capitalisme moderne, en ce sens, que c'est dans ces pays que le capital industriel se transforme en capital financier.

Il attribue au capital financier une importance toute particulière et attache la phase actuelle du capitalisme à son avènement. D'après la doctrine socialiste contemporaine, la politique économique et commerciale du capitalisme moderne s'explique par cette cause historique.

Nous sommes ainsi amenés à examiner ce qu'est le capital financier et comment il exerce son empire sur toute la vie économique.

D'après la définition de M. R. Hilferding, nous devons comprendre par capital financier le capital qui est mis, par les banques et sous sa forme monétaire à la disposition de la production et fait ainsi partie du capital industriel. Ce capital est constitué, en premier lieu, par l'épargne appartenant à la classe dite « improductive » laquelle épargne est mise par elle en dépôt dans les banques, pour toucher des intérêts, et, en second lieu, par les réserves de l'industrie et du commerce, ou encore de sommes qui proviennent de l'exploitation et du bénéfice réalisé, et qui sont déposées provisoirement en banque, en attendant qu'elles atteignent par accumulation une certaine importance, pour être incorporées dans le capital industriel.

Ce sont les banques qui réunissent dans leurs coffres-forts ces capitaux sous la forme monétaire et qui utilisent leurs encaisses ainsi constituées à l'ouverture de

crédits à l'industrie et au commerce. Ainsi, les banques remplacent, vis-à-vis des producteurs, les propriétaires de ces capitaux dont elles ne sont en réalité que les dépositaires.

Nous savons, d'autre part, que l'entrepreneur industriel, poussé par la concurrence, utilise tout son propre capital pour le perfectionnement de son outillage industriel et recourt au crédit pour former son capital circulant. Du fait que l'industrie ne peut obtenir ses crédits que des banques « avec le développement du capitalisme et de son organisation de crédit accroît la dépendance de l'industrie des banques » (1). Le développement du capitalisme a pour conséquence qu'une partie toujours croissante des capitaux utilisés par l'industrie ne lui appartient pas. C'est ainsi que les banques qui représentent vis-à-vis de l'industrie les propriétaires des capitaux d'emprunt, exercent leur domination sur l'industrie. Les banques qui ouvrent du crédit à l'industrie utilisent non seulement leurs dépôts mais aussi une partie de leurs capitaux sociaux et deviennent, dans une certaine mesure, capitalistes industriels. La participation de la banque à l'industrie, par l'ouverture de crédits, est pratiquée surtout en Allemagne et aux Etats-Unis d'Amérique.

Nous avons envisagé jusqu'ici surtout les rapports de la banque avec l'industrie privée.

(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 282.

L'extension des sociétés par actions a contribué dans une large mesure à la domination de l'industrie par la haute banque. La banque peut obtenir le contrôle de l'entreprise industrielle par la possession d'une partie des actions. Il n'existe plus aucune difficulté d'ordre psychologique provenant de l'esprit d'indépendance de l'entrepreneur privé et qu'il serait nécessaire de vaincre.

D'autre part, par la monopolisation de l'industrie les risques pour les capitaux utilisés par les banques dans l'industrie diminue, de sorte que ces banques peuvent participer à l'industrie dans une large mesure, sans courir un danger sérieux. « Le capital financier, dit » M. R. Hilferding, se développe avec le développement de la société par actions et atteint son apogée » avec la monopolisation de l'industrie. Le revenu » industriel obtient un caractère sûr et permanent. » (1). Aussi le placement de capitaux de banque dans l'industrie prend-il de l'extension.

Nous savons déjà que, grâce au capital fictif, le capital de banque obtient, de plus en plus la domination du capital industriel. Mais cela ne veut pas dire que le magnat de l'industrie tombe sous la dépendance du magnat financier. « Comme le capital lui-même de- » vient à son plus haut degré de développement du » capital financier, le magnat du capital, le capitaliste » financier atteint de plus en plus la domination sur

(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 283.

» tout le capital national, par la domination du capital
» de banque. Ici, également, l'union personnelle joue
» un grand rôle. »

Et, par la conclusion d'ententes économiques, le capital financier atteint le plus haut degré de sa domination sur la vie économique des pays civilisés.

La mainmise de la haute finance sur l'industrie a été décisive pour la politique commerciale de l'Allemagne et des Etats-Unis d'Amérique. En premier lieu, la haute finance a puissamment contribué à l'établissement et au maintien des droits de cartel. Ensuite, le capital financier a poussé l'industrie à se grouper pour obtenir une plus grande stabilité. « C'est pour cela que, souvent » aussi, ils (les capitaux) ont un grand intérêt à l'établissement et à l'existence de cartels qui rendent » possible cette plus grande stabilité », dit Liefmann (1).

Ce phénomène s'explique comme suit.

En Angleterre, l'industrie s'est développée progressivement et principalement dans le textile qui demandait des capitaux relativement petits. L'industrie textile qui était entre les mains de particuliers, permit à ces derniers de réaliser dans l'espace d'un temps très court de grandes fortunes. Arkwright, un propriétaire de filature laisse à sa mort, en 1792, une fortune qui, dit-on, a été évaluée à 12 millions et demi de francs.

Les capitaux investis dans l'industrie anglaise appartenaient à des particuliers. Il s'est formé ainsi une riche

(1) R. Liefmann : *Cartels et Trusts*, p. 216.

classe de capitalistes. Et lorsque, plus tard, les sociétés par actions firent leur apparition, ce sont ces capitalistes privés qui devinrent les principaux détenteurs des actions de ces compagnies. Ajoutons à cela l'exploitation de monopoles commerciaux dans les colonies britanniques, notamment aux Indes, qui concentra d'immenses fortunes entre les mains de particuliers.

C'est grâce à ces circonstances que l'industrie anglaise a pu garder son indépendance vis-à-vis du capital de banque.

Par contre, en Allemagne et aux Etats-Unis, les fortunes privées n'ont pas été aussi abondantes qu'en Angleterre.

L'absence de grandes fortunes privées, d'une part, et l'organisation de l'industrie sur un degré élevé de la technique industrielle obtenu par l'industrie anglaise successivement et demandant des capitaux très importants, d'autre part, a jeté l'industrie de ces pays dans les bras des grandes banques.

IV

LE DUMPING

Nous avons vu que l'avance de l'industrie anglaise dans la première période de l'industrialisation avait provoqué dans le continent européen et aux Etats-Unis d'Amérique un courant protectionniste dans l'intérêt de l'organisation de l'industrie nationale.

Cette mesure de protection, qui nous a paru bien légitime étant donné son caractère défensif et provisoire,

dégénéra bientôt, dans ces mêmes pays, en une mesure offensive odieuse.

Des pays capitalistes tels que les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne et la France, pour ne citer que les plus importants, après avoir atteint un degré d'organisation industrielle, qui leur aurait permis d'ouvrir leurs frontières au libre échange de leurs produits, se sont groupés, en trusts et cartels ou en syndicats et sont passés à une politique commerciale offensive, grâce aux droits d'entrée prohibitifs qui, après avoir abrité l'industrie nationale en voie d'organisation ont favorisé sa concentration. Les droits de cartel ont été transformés en arme redoutable entre les mains de ces groupements industriels, pour organiser l'invasion des marchés étrangers.

Nous essaierons d'exposer la technique d'invasion de ces ententes économiques, présidées par le capital financier.

Le marché intérieur est fermé aux concurrents étrangers par des droits d'entrée très élevés. L'industrie nationale étant ainsi protégée contre la concurrence étrangère, peut porter le prix de vente à l'intérieur du marché national à un maximum. Ce prix maximum sera fixé de façon à ce qu'il soit légèrement inférieur aux prix des produits similaires pouvant être importés.

Ne perdons pas de vue que l'industrie nationale pratique cette politique pour réaliser de hauts profits.

Mais la hausse du prix de vente à l'intérieur aurait comme conséquence la diminution de la demande, de sorte que le résultat final ne pourrait correspondre au

but poursuivi, d'autant plus que la diminution de la production qui en serait la conséquence, augmenterait le prix de revient du produit, car il est connu que le prix de revient varie en raison inverse de la quantité produite.

Pour augmenter effectivement le profit de l'industrie il ne suffit pas d'élever le prix de vente, comme nous venons de constater, mais encore faut-il que la fabrication soit abondante pour réduire le prix de revient au minimum. Mais l'augmentation de l'offre provenant d'une fabrication abondante baisserait le prix de vente par l'augmentation de l'offre. Il faudrait produire abondamment, pour produire bon marché et vendre cher.

Ce problème qui, sous un régime de libre concurrence serait insoluble, trouve une solution grâce à l'existence des droits de cartel.

Pour y parvenir, l'industrie produira sur une grande échelle, vendra ses produits à un prix élevé sur le marché intérieur et jettera l'excédent sur les marchés étrangers à un prix bas qui lui permettra de lutter efficacement avec l'industrie nationale de ces mêmes marchés. Cette politique économique s'appelle le « dumping ».

Le dumping permet, grâce aux droits de cartel, d'obtenir sur la quantité absorbée par le marché intérieur de gros bénéfices, d'autant plus que la production en grand a permis à l'industrie qui pratique le dumping, d'obtenir des prix de revient bas. Elle peut ainsi, sur la quantité des produits exportés, se contenter de bénéfices modiques; elle peut les vendre au prix de revient, voire même légèrement au dessous du prix de revient.

Cette politique donne lieu à des interprétations fausses qui font dire que telle industrie vend ses produits à perte sur les marchés étrangers. Si l'industrie pratiquant le dumping vend sur les marchés étrangers au prix de revient ou même au dessous de ce prix, elle le fait, parce qu'elle trouve une compensation dans la baisse du prix de revient de la production totale, ce qui lui permet de prélever un bénéfice supplémentaire sur la consommation du marché intérieur, lequel bénéfice est nécessairement supérieur à la perte subie sur son exportation.

L'industrie « cartellisée » réalise ainsi de gros bénéfices sur le dos du consommateur national, ce qui fait dire à M. Liefmann que « à la place de la lutte pour les » clients est apparue la lutte contre les clients ». (1).

Il est aisé de se rendre compte que le bénéfice réalisé par l'industrie pratiquant le dumping dépend de l'importance de la consommation du marché intérieur.

Sous ce rapport le dumping produit un résultat curieux.

L'industrie nationale, en étendant sa production au delà des besoins du marché intérieur, mobilise toutes les forces productives du pays. Elle augmente, par conséquent, la puissance de consommation du marché intérieur.

L'augmentation de la consommation à l'intérieur permet au cartel d'augmenter son bénéfice et d'affermir

(1) R. Liefmann : *Cartels et Trusts*, p. 36.

sa position. Le cartel peut mener le dumping avec plus de succès.

Quant aux droits de cartel, il ne peut pas être question, pour les pays qui pratiquent le dumping, de les abaisser. Le capital financier qui est tout puissant dans ces grands pays industriels, usera de toute son influence pour que ces droits d'entrée soient maintenus ou même majorés.

Quant aux pays qui sont visés par le dumping, ils sont mis dans la nécessité de se défendre avec acharnement contre la concurrence faite à leur industrie nationale, en s'abritant derrière des droits d'entrée de plus en plus élevés. Des murailles douanières s'élèvent partout et un protectionnisme à outrance est la conséquence inévitable de cette politique économique.

Tous les principes du libéralisme économique se brisent contre cet état de choses et l'Angleterre même, pays libre échangiste par excellence, est également acculée à la nécessité de songer à des mesures de protection.

V

LE DUMPLING

ET L'ÉTENDUE DU MARCHÉ INTÉRIEUR

La politique commerciale pratiquée par le capital industriel a amené les pays à s'isoler du reste du monde, dans le but de défendre l'industrie nationale contre les attaques de l'industrie étrangère. La défense de l'industrie nationale s'impose, non seulement pour des raisons

économiques, mais aussi pour des raisons politiques. Car, comme nous verrons plus loin, la défaite d'un pays sur le terrain économique entraîne, tôt ou tard sa défaite également sur le terrain politique. C'est pourquoi les pays, surtout les petits pays, opposeront à la politique commerciale des quelques pays capitalistes une résistance acharnée.

Dans ces conditions, il est logique que les pays songent à obtenir leur entière indépendance du reste du monde, en s'efforçant à produire tout ce dont un pays a besoin pour vivre.

Cette politique d'isolement économique n'est pas sans entraîner des conséquences très fâcheuses pour la production mondiale. L'échange des produits étant rendue difficile, la spécialisation dans la production rencontre, de ce fait, des obstacles sérieux. Les pays veulent produire de tout au prix de n'importe quel sacrifice, pour se suffire ; il en résulte une perte d'énergie considérable pour le monde entier.

Mais, si la spécialisation universelle est entravée par la politique d'isolement économique, la spécialisation dans l'intérieur de chaque pays est toujours poursuivie. Plus encore, en raison des difficultés auxquelles se heurte l'échange international, la spécialisation à l'intérieur du pays augmente d'intérêt.

Pour que la spécialisation à l'intérieur puisse être obtenue dans des proportions intéressantes, il est nécessaire que la consommation totale du pays soit importante, lorsqu'il s'agit d'un pays qui ne pratique pas le dumping. Quant à la consommation locale, elle dépend

de l'étendue du territoire et du nombre de ses habitants.

Nous voyons déjà, combien les grands territoires économiques et le nombre des habitants offrent une supériorité également sous ce rapport.

Nous savons, en outre, que le succès du dumping dépend de l'importance de la consommation du marché local. Il n'y a que les grands pays qui réunissent ces conditions.

Quant aux petits pays, qui ne peuvent pas produire en grand en raison de la consommation locale modeste et, par conséquent développer la division du travail, ni pratiquer le dumping, ils se trouvent dans un état d'infériorité très marquée. Produisant plus cher que les grands pays capitalistes, ils sont d'autant plus sensibles à la politique d'invasion économique des grandes puissances capitalistes.

Que doivent faire les petits Etats pour vaincre les difficultés et améliorer leur situation économique ?

Frédéric Naumann a préconisé à cet effet la formation de groupements d'Etats sur une base essentiellement économique. Selon l'auteur de « l'Europe Centrale », trois groupements existent déjà. Ce sont la Grande-Bretagne avec une étendue territoriale de 32,4 millions de kilomètres carrés et 425 millions d'habitants ; la Russie, avec une étendue territoriale de 23,7 millions de kilomètres carrés et 170-180 millions d'habitants ; les Etats-Unis d'Amérique avec une étendue territoriale de 9,4 millions de kilomètres carrés et 107 millions d'habitants.

Une tendance vers une politique d'ententes écono-

riques se manifeste dans la plupart des pays européens et une conférence économique, au sein de la Société des Nations, se réunira prochainement à Genève.

Signalons, en passant, que l'étendue du territoire économique est utile également au point de vue des perturbations locales, qui peuvent trouver une compensation sur un autre point du territoire.

L'étendue du territoire économique offre, nous avons vu, de multiples avantages dans l'état actuel des luttes économiques.

C'est pourquoi l'industrie et, avec elle, le capital financier, sont directement intéressés dans l'étendue du territoire économique, et que l'expansion territoriale fait partie de leur politique.

CHAPITRE III

L'EXPORTATION DE CAPITAUX

I

L'EXPORTATION DE CAPITAUX DE PRÊT

Parallèlement au dumping, le capital financier a organisé l'exportation de capitaux.

Dans la politique économique du capitalisme moderne l'exportation de capitaux a pris une place prépondérante.

On distingue l'exportation de capitaux de prêt et l'exportation de capitaux industriels.

L'exportation de capitaux sous la forme monétaire a été pratiquée d'abord et principalement par l'Angleterre. Elle se pratique aussi de nos jours surtout par de vieilles nations capitalistes, comme l'Angleterre, déjà citée, et la France, en premier lieu, alors que l'exportation de capitaux industriels est pratiquée par des pays qui ont atteint une organisation industrielle très avancée, telles que les États-Unis, l'Allemagne et la Belgique principalement (1).

Avant d'entrer dans l'étude détaillée de l'exportation de capitaux sous ses deux formes, il est nécessaire de

(1) Il s'agit ici de la situation d'avant-guerre.

rechercher, en quoi consiste l'exportation de capitaux. M. R. Hilferding en donne la définition suivante : « On » comprend par l'exportation de capitaux, dit-il, l'exportation de valeurs qui est destinée à produire de la » plus-value à l'étranger. » (1). Le capital exporté doit rester à la disposition du pays exportateur afin que le capitaliste national puisse disposer de la plus-value produite par ce capital.

Lorsque, par contre, un capitaliste émigre de son pays natal emportant avec lui ses capitaux, il ne s'agit plus d'exportation, mais bien de transfert de capitaux (2).

Le transfert de capitaux est nuisible à l'économie nationale, car il diminue le capital national au profit de l'étranger. Cette distinction est fondamentale. Il est donc primordial que le capital exporté reste constamment à la disposition du capitaliste national et que ce dernier fasse rentrer le revenu de ces capitaux. C'est ainsi que les capitaux exportés peuvent séjourner longtemps dans les pays étrangers sans courir le danger d'être « nationalisés » par l'étranger.

Si les capitaux exportés rapportent de l'intérêt, il s'agit alors de capitaux dits de prêt. Si ces capitaux rapportent du profit, il s'agit dans ce cas de capitaux dits industriels. Le placement de capitaux industriels s'effectue sous forme de capitaux industriels, de capitaux commerciaux ou de capitaux de banque.

(1 et 2) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 395.

Le placement des capitaux exportés est fait dans des conditions qui leur permettent de s'attribuer une part du profit réalisé par la production du marché qui se sert de ces capitaux.

Les formes classiques d'exportation de capitaux sont le consentement de prêts aux gouvernements étrangers et l'ouverture de crédits aux entreprises étrangères. Le placement de capitaux se fait également sous la forme d'acquisition de valeurs industrielles ou titres hypothécaires étrangers. Ce placement se fait soit directement par les capitalistes, soit par l'intermédiaire d'une succursale de banque. Par exemple, de grandes banques de pays capitalistes ouvrent des succursales dans les pays de placement et emploient leurs capitaux disponibles à des opérations commerciales, comme ouverture de crédits au commerce et à l'industrie, escompte d'effets de commerce et autres.

Ou encore. Une grande banque allemande fonde une filiale à l'étranger ; celle-ci lance un emprunt dont le produit est utilisé à fonder une usine électrique ; la fondation en est confiée à la Société d'électricité avec laquelle la banque est en relations dans son pays. Ou, plus simplement encore, la filiale étrangère de la banque fonde à l'étranger une entreprise industrielle, place les actions en Allemagne et confie les fournitures aux entreprises avec lesquelles le siège central a des attaches (1).

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 396.

Ainsi, un pays capitaliste qui a placé ses capitaux disponibles en emprunts d'Etats étrangers, en titres hypothécaires, en actions ou obligations d'industrie à l'étranger, reçoit tous les ans des pays étrangers, les revenus de ses placements, sous forme de rentes, dividendes ou intérêts. Il est le créancier des pays de placement de la somme des revenus sur les capitaux placés.

Quant aux pays de placement, cette opération se traduit pour eux par la fuite à l'étranger d'une partie du profit réalisé par la production nationale.

Les placements à l'étranger des puissances capitalistes de l'Europe avaient atteint des chiffres très importants. D'après M. A. Viallate, au début du xx^e siècle, ils étaient évalués à une centaine de milliards de francs pour l'Angleterre, entre quarante et cinquante milliards pour la France, et entre vingt et vingt-cinq milliards pour l'Allemagne (1).

Les capitaux de placement se dirigent vers les pays où le taux d'intérêt est plus élevé que dans les pays d'origine. Car le capitalisme n'est guidé pour placer ses capitaux que par le souci d'en tirer le meilleur profit possible. Ainsi, jusqu'à la crise d'Agadir, « les grandes » banques françaises employaient, lorsque la différence » d'intérêts rendait l'opération fructueuse, une partie » de leur disponible en Allemagne, sous la forme de » dépôt à vue dans les banques. » (2).

(1) A. Viallate : *L'Impérialisme économique*, p. 116.

(2) A. Viallate : *L'Impérialisme Economique*, p. 114.

Ainsi, avant la grande guerre, l'Allemagne et les Etats-Unis exportaient principalement des capitaux industriels et importaient des capitaux monétaires particulièrement d'Angleterre, de France et de Belgique. Cette opération leur permettait non seulement de réaliser du bénéfice résultant de la différence entre le profit industriel qu'elles obtenaient grâce à l'utilisation de ces capitaux dans l'industrie, et l'intérêt qu'elles payaient sur ces capitaux d'emprunt, mais encore elles employaient ces capitaux à améliorer rapidement l'outillage industriel national.

Ainsi, les Etats-Unis exportaient, dans une large mesure, du capital industriel pour l'Amérique du Sud, et importaient en même temps du capital de prêt d'Angleterre, de Hollande et de France, sous forme de « bonds » et obligations, pour les besoins de l'industrie américaine (1).

Bien que les capitaux puissent trouver un placement avantageux même dans les pays capitalistes, ainsi qu'il ressort des exemples que nous venons de citer, il est certain, qu'en général, les capitaux trouvent un placement plus rémunérateur encore dans les pays en retard politiquement et économiquement, car dans ces pays le taux d'intérêt est plus élevé que dans les pays policés. Cela tient au manque de capitaux par suite de l'organisation insuffisante de la production et du crédit et au

(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, pp. 411-412.

manque de sécurité dont jouissent les capitaux par suite de l'organisation incomplète de la puissance publique. Signalons, également, que dans les pays arriérés le taux de profit est très élevé. Cela tient à ce que dans ces pays les capitaux sont insuffisants, le sol, les matières premières et la main-d'œuvre sont bon marché. Le faible rendement de la main-d'œuvre est compensé par des journées de travail très longues, la main-d'œuvre n'étant protégée contre aucun abus du patron.

Par contre, le prix de vente des produits est relativement très élevé sur le marché intérieur, étant donné que les produits fabriqués selon les procédés techniques perfectionnés ne sont concurrencés que par les produits fabriqués par les indigènes selon des procédés rudimentaires.

Ajoutons, dès à présent, que les pays exportateurs de capitaux cherchent à obtenir par cette opération, en dehors d'un placement rémunérateur, l'ouverture de débouchés pour les produits manufacturés.

II.

L'EXPORTATION DE CAPITAUX ET LA CAPACITÉ D'ABSORPTION DU MARCHÉ ÉTRANGER

Nous savons que les capitaux s'expatrient pour chercher une meilleure rémunération. Ils s'en vont le plus fréquemment dans les pays arriérés, dont l'organisation

industrielle est primitive et le rendement insuffisant pour les besoins du pays.

C'est pourquoi ces pays importent des produits manufacturés en échange de produits naturels ou demi-ouvrés.

Nous avons dit à la fin du paragraphe précédent que les pays capitalistes cherchaient, par l'exportation de leurs capitaux disponibles, l'ouverture de nouveaux débouchés.

Cette considération des pays capitalistes nous fait voir l'importance qu'il y a d'étudier, de quels facteurs dépend la capacité d'un pays d'absorber des produits manufacturés et comment cette capacité d'absorption peut être accrue.

Dans l'échange international, les produits importés ne sont pas payés en espèces, ils sont payés en nature. Le pays importateur paye ses importations par ses exportations. La monnaie intervient rarement et ce, lorsque l'équilibre entre l'importation et l'exportation est rompu. Cette intervention de la monnaie tend-elle-même à rétablir l'équilibre momentanément rompu par le cours du change. Nous pouvons donc dire que les importations sont payées par les exportations. Ainsi, nous voyons qu'il y a grand intérêt pour les pays industriels de voir augmenter les exportations des pays qui leur servent de débouché pour leurs produits manufacturés.

Les pays de faible organisation industrielle n'exportent que des matières premières, des produits alimentaires et des produits demi-ouvrés, dont l'importance dépend du degré d'organisation de leur production.

Nous voyons immédiatement combien les pays industriels ont intérêt à améliorer l'organisation de la production des pays acheteurs.

Ainsi, l'industrie anglaise, du temps du pacte colonial, n'exportait pour ses colonies que des produits manufacturés.

La capacité d'absorption de ses colonies était très limitée. Elle était égale à leur capacité d'exportation de produits naturels, pour lesquels l'Angleterre n'avait d'ailleurs qu'une consommation limitée. Cette circonstance entraîna une baisse de prix sur les produits coloniaux. La baisse de la valeur d'échange des produits coloniaux entraîna à son tour, pour les colonies, la diminution de la capacité d'importer des produits manufacturés, ce qui se traduisit par la diminution des exportations en textile pour les colonies britanniques.

C'est à la suite de ces circonstances que la production anglaise arriva à satisfaire rapidement les besoins des nouveaux marchés conquis et dépasser ses besoins. La surproduction dans l'industrie textile en fut la conséquence inévitable (1).

Il existe cependant un moyen, dont on a usé longuement, et qui permet d'augmenter, au moins temporairement, la capacité d'absorption du marché étranger. Ce résultat est obtenu précisément par l'exportation de capitaux de prêt.

La capacité d'absorption d'un pays, qui ne peut expor-

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 397.

ter que pour 1 million de produits, n'est que d'un million. Si ce même pays, au lieu d'utiliser sa production à l'échange de ses importations en produits manufacturés, l'emploie pour payer les intérêts d'un emprunt à l'étranger, sa production pourrait suffire au service des intérêts d'un emprunt de 10 millions, au taux de 10 p. 100 et de 20 millions, au taux de 5 p. 100.

Et comme « les pays emprunteurs n'importent point » chez eux des espèces, et qu'ils emploient les avances » qu'ils ont obtenues à l'achat d'articles manufacturés » qu'ils ne fabriquent pas » (1), le pays prêteur augmente ainsi d'une façon considérable l'exportation de ses produits manufacturés pour le pays emprunteur.

« Le pays qui fait les avances peut donc exiger de » l'emprunteur, dit M. Viallate, que leur intégralité, ou » au moins une partie importante, soit affectée à ces » achats au profit de son industrie. C'est une condition » qu'omettent rarement les financiers dans les conditions d'emprunts accordés à des gouvernements étrangers ; quant aux sociétés privées, la présence de » nationaux du pays prêteur dans leur Conseil d'Administration est une garantie qu'une surveillance » efficace sera exercée pour leurs commandes en matériel. » (2).

« Dans le rapport du consul austro-hongrois à Sao-Paolo (Brésil), on lit, dit M. Lenine, ce qui suit :

(1) A. Viallate : *L'Impérialisme Économique*, p. 111.

(2) A. Viallate : *L'Impérialisme Économique*, p. 112.

» « La construction des chemins de fer brésiliens se
» fait principalement avec l'aide de capitaux français,
» belges, britanniques et allemands ; ces pays, pour
» financer les chemins de fer, posent comme condition,
» la fourniture de matériaux de construction. » (1).

Etant donné l'importance que l'industrie organisée attache à l'ouverture des débouchés pour ses produits, nous comprenons l'empressement avec lequel les financiers des pays capitalistes — qui sont largement intéressés dans l'industrie — offrent généreusement leurs capitaux aux pays arriérés.

III

L'EXPORTATION DE CAPITAUX INDUSTRIELS ET SES CONSÉQUENCES

L'exportation de capitaux industriels est d'une plus grande efficacité pour augmenter la capacité d'absorption du marché étranger.

Nous entendons par exportation de capitaux industriels, l'exportation de capitaux qui prennent eux-mêmes en main l'exploitation des richesses naturelles du marché étranger : construction d'usines, creusement de mines, exploitations agricoles, construction et exploitation de lignes de chemins de fer, de ports, etc.

(1) N. Lenine : *Der Imperialismus als jüngste Etappe des Kapitalismus*, p. 65.

Les capitaux industriels exportés interviennent directement dans l'exploitation des richesses naturelles des pays en question. En organisant la production d'une façon rationnelle et selon les procédés techniques perfectionnés, on arrive à en augmenter considérablement le rendement, et partant, la masse des produits pouvant être exportés. Et, comme la capacité d'absorption du marché en produits manufacturés de provenance de pays capitalistes dépend de la capacité d'exportation dudit marché, l'exportation de capitaux industriels se traduit par l'augmentation des exportations des pays capitalistes à destination desdits pays.

Il est évident que les capitaux industriels exportés se gardent de se tourner dans les pays d'exportation vers une branche d'industrie qui pourrait concurrencer les produits manufacturés de la métropole, sinon le résultat obtenu serait désastreux pour le pays capitaliste.

Aussi, les capitaux industriels exportés, se tournent-ils vers des branches de production qui ne peuvent concurrencer l'industrie de la métropole et qui trouvent acquéreurs sur le marché mondial.

La production de matières premières occupe une place importante dans les pays d'exportation, d'autant plus qu'elles servent à alimenter l'industrie de la métropole. L'intérêt que les pays capitalistes attachent aux territoires contenant du minerai, du pétrole ou produisant du coton, et l'ardeur, avec laquelle ils se les disputent, est édifiant.

Les pays arriérés deviennent ainsi, eux-mêmes, des

pays d'exportation, grâce à l'activité déployée par le capital industriel.

La consommation du marché intérieur n'est plus la mesure de la production. « Par exemple, la capitalisation de l'Afrique du Sud est tout à fait indépendante de sa capacité d'absorption étant donné que la branche principale de la production est l'exploitation des mines d'or, dont l'écoulement est illimité ; et la capitalisation ne dépend que de l'étendue naturelle des mines et de l'existence d'une main-d'œuvre suffisante. » (1).

Il y a encore un autre aspect de l'exportation de capitaux industriels dont l'étude est également digne d'intérêt.

Nous avons vu dans le chapitre consacré au « dumping », que cette pratique commerciale a poussé tous les pays dans le protectionnisme. Mais le protectionnisme entrave le « dumping » et rend l'exportation de plus en plus difficile. L'industrie est ainsi amenée à chercher le moyen de vaincre l'obstacle créé par le protectionnisme. Ce moyen, c'est l'exportation de capitaux industriels qui se pratique de la façon suivante.

L'industrie qui ne peut parvenir à introduire ses produits dans un pays, par suite des droits d'entrée trop élevés, ouvre à l'étranger une succursale et produit à l'intérieur des frontières du territoire étranger, de sorte que, non seulement les droits d'entrée du pays

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 399.

ne peuvent plus la gêner, mais elle en profite pour se défendre contre ses concurrents étrangers. M. R. Hilferding cite l'exemple suivant qui démontre l'efficacité de cette pratique. Il s'agit de l'industrie du fil à coudre qui a son centre en Ecosse. Les quatre plus importantes firmes Coats et Co, Clark et Co, Brook et Bros, Clodwich et Bros, se sont réunies en 1896 en une société d'exploitation, sous la raison sociale de J. et P. Coats Limited, qui comprend en même temps une série de petites firmes et une association comprenant 15 sociétés américaines. Cette « Thread Combine » dont le capital est de 5.500.000 livres sterling, a fondé des succursales aux Etats-Unis pour vaincre l'obstacle que présentent les droits de douane très élevés. Cette entente a poursuivi cette politique également dans d'autres pays. Elle a fait en même temps l'acquisition d'actions d'industries concurrentes et a obtenu le contrôle sur ses sociétés. Ainsi, l'industrie anglaise fabrique à l'étranger. Ce trust du fil à coudre aurait réalisé pendant l'exercice 1903-1904 un bénéfice de 2.580.000 livres sterling dont la grosse part aurait été réalisée par les maisons fondées à l'étranger (1).



(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 394.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE EXTERIEURE DU CAPITAL FINANCIER

I

LA NECESSITE D'EXPANSION TERRITORIALE

De tout temps les questions économiques ont exercé une influence décisive sur la politique extérieure des Etats.

La colonisation de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique et de l'Australie, par les puissances de l'Europe, a été motivée par des considérations d'ordre économique principalement. Dès les débuts de la politique de colonisation pratiquée par le Portugal et l'Espagne, l'intérêt économique en a été le principal instigateur. « Il ne faut pas » croire que le bien de la chrétienté ait été le seul mobile » des découvertes géographiques. Si l'idée de la croisade et d'une alliance avec le prêtre Jean contre les » musulmans se trouve à la base des navigations africaines dirigées de Sagres par don Henri de Viseu, si » le souci du salut des infidèles des terres inconnues de » l'Atlantique semble avoir suffi pour décider Isabelle » la Catholique à subvenir aux frais du voyage de Co-

» lomb en 1492, d'autres préoccupations ne tardèrent
» pas à surgir à côté de ces nobles motifs : projets de
» conquête, soif de lucre, désir d'exploiter les richesses
» des régions découvertes. Ces idées sont manifestes
» chez Jean II de Portugal et chez Ferdinand d'Aragon,
» le mari d'Isabelle ; pour les réaliser, il fallait s'éta-
» blir sur le littoral de ces mêmes régions. »

La soif de lucre qui s'est manifestée déjà aux débuts de la politique de conquêtes coloniales n'a rien perdu de sa puissance ; au contraire, elle s'est accentuée. Quant à l'expansion territoriale des puissances capitalistes, elle est devenue une nécessité dans l'état actuel du capitalisme, nécessité qui préside à l'existence du capitalisme moderne lui-même.

Il y a lieu, cependant, de faire une distinction. C'est que la nécessité dans l'état actuel du capitaliste préside, à vrai dire, non strictement dans l'expansion territoriale, mais plutôt dans l'expansion économique. Et si nous attribuons à l'expansion territoriale un caractère de nécessité, nous le faisons, parce que nous considérons que l'expansion économique entraîne nécessairement l'expansion territoriale, les conquêtes territoriales, et ce, pour les raisons suivantes.

Prenons d'abord l'étude de cette question dans les rapports des pays capitalistes avec les pays arriérés. Tant que les relations des pays capitalistes avec les pays arriérés se restreignent au simple commerce, une intervention dans les conditions économiques, politiques, juridiques et sociales de ces pays ne semble pas nécessaire. « Tant qu'il existe une autorité publique et

» que cette autorité publique peut assurer à peu près
» l'ordre, une domination directe est moins nécessai-
» re. » (1).

Avec l'acquisition d'intérêts permanents dans ces mêmes pays, tels que l'exploitation de mines, la construction et l'exploitation de lignes de chemins de fer, l'exploitation de plantations, la construction de ports et autres, les conditions sociales et juridiques de ces pays acquièrent une grande importance.

Les intérêts permanents rendent une intervention directe dans les affaires locales des pays inévitable. L'anarchie, la guerre civile, l'organisation insuffisante de la justice et tant d'autres vices de l'organisation intérieure des pays exploités, présentent autant de dangers graves pour l'exploitation et la conservation des capitaux étrangers. Ainsi, les gouvernements des pays capitalistes se voient obligés d'intervenir diplomatiquement et même militairement dans les affaires intérieures des pays exploités, pour prendre la défense des biens et de la vie de leurs nationaux.

Ils demandent que la législation et la justice soient réformées de façon qu'elles correspondent aux conditions juridiques du capitalisme. S'ils n'arrivent pas à leur faire accepter les réformes désirées par la persuasion, ils le leur imposent par la force, en exploitant le premier incident qui se présente.

Déjà, l'exportation de capitaux financiers sous forme

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 405.

d'emprunts d'Etats a créé au cours des temps modernes plusieurs interventions de la part des Etats capitalistes. Ainsi, en 1862 l'impossibilité où se trouvait le Mexique de payer les intérêts de sa dette étrangère, amena une démonstration en commun par la France, l'Angleterre et l'Espagne, prélude de la tentative de Napoléon III pour y établir la Monarchie (1).

L'impossibilité, dans laquelle se sont trouvés d'autres pays de faire face au service des intérêts d'emprunts contractés à l'étranger a amené les Etats prêteurs à prendre en mains la gestion financière de ces pays et d'affecter une partie des revenus nationaux au service des intérêts d'emprunts étrangers. C'est ainsi qu'a été établi en 1880 le contrôle international des finances de l'Egypte; l'année suivante, celui des finances de la Turquie puis en 1898, le contrôle des finances de la Grèce.

L'exploitation d'intérêts permanents dans les pays arriérés offre plus d'occasion à des conflits.

Déjà, l'exploitation des richesses du pays en faveur de l'étranger engendre la haine pour l'étranger. Il arrive que la haine déborde en manifestations hostiles qui mettent en danger la vie et les biens des étrangers, donnant lieu à des interventions diplomatiques et militaires. A cela s'ajoute la question de la main-d'œuvre qui, dans l'exploitation des richesses acquises est au premier plan des préoccupations des capitalistes, car « l'exis-

(1) A. Viallate : *L'Impérialisme Economique*, p. 119.

» tence d'un prolétariat dépossédé est la condition sine
» qua non du capitalisme » (1).

Les capitaux étrangers se trouvent dans les pays non-civilisés en présence d'une population qui, en raison de conditions de vie primitives, n'a pas l'habitude de fournir de grands efforts pour les besoins de son existence. Les capitaux ayant besoin d'une main-d'œuvre abondante, se voient obligés de recourir à des méthodes de violence et de créer des conditions qui contraignent ces populations à se mettre à leur service.

Ces mesures sont nombreuses.

On procède à l'expropriation collective et forcée des indigènes. Cette opération est d'autant mieux facilitée que « l'attitude violente des immigrés crée des conflits » qui rendent l'intervention de l'Etat nécessaire » (2). Là, où l'expropriation ne réussit pas complètement, on essaie d'atteindre ce but en imposant les indigènes de taxes si fortes, qu'ils ne peuvent s'en libérer qu'en se mettant au service du capital en qualité de salariés. Ainsi, « l'Etat qui a conquis commercialement un territoire sera très souvent entraîné, soit par esprit de » domination, soit dans l'intérêt de ses nationaux, à » revendiquer tôt ou tard la suprématie politique sur » ce territoire. L'expansion économique prépare l'ex- » pansion politique, l'accaparement politique. » (3). Le ca-

(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 401.

(2) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 402.

(3) Joseph Patrouillet : *L'Impérialisme Américain*, p. 31.

pital étranger, pour se maintenir, a besoin de l'intervention armée de son pays. « C'est pourquoi les capitalistes intéressés dans les pays étrangers réclament » une grande puissance pour l'Etat, dont l'autorité protège leurs intérêts, même dans les coins les plus reculés du monde ; ils réclament le pavillon de guerre qui doit se montrer partout, afin que le pavillon commercial puisse suivre le pavillon de guerre. Le pavillon de guerre doit se montrer partout, afin que le pavillon commercial puisse être planté partout. » (1).

La domination politique des territoires exploités offre également des avantages d'ordre commercial.

La domination du territoire exploité met le capital du pays exploiteur à l'abri de toute rivalité. Il met ce capital d'exploitation plus à l'aise et lui assure une situation privilégiée et ses profits sont garantis par l'Etat. « C'est ainsi que l'exportation de capitaux agit en faveur d'une politique impérialiste. » (2).

II.

LE PERFECTIONNEMENT DES MOYENS DE TRANSPORT ET LA CAPITALISATION ACCELEREE DU MONDE

L'exportation de capitaux a accéléré d'une façon prodigieuse le changement des conditions sociales an-

(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p.

(2) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 406.

ciennes et la capitalisation du monde. La capitalisation se fait sur le modèle des pays les plus avancés, d'une façon accélérée et violente sans passer par les phases intermédiaires. C'est à ce bouleversement brutal qu'est dû, souvent l'opposition de l'élément indigène et les troubles qui s'ensuivent, car le capitalisme étranger, dans sa marche vers son but, ne peut s'empêcher de bousculer les conditions sociales et les conceptions morales et religieuses des populations indigènes.

Nous devons faire une place d'honneur au perfectionnement des moyens de transport dans la capitalisation rapide du monde. En effet, sans moyen de transport, le capital n'aurait pu envahir les marchés étrangers, et l'exportation de capitaux n'aurait pu se faire aussi rapidement. « La révolution des moyens de transport, dit M. Hilferding, fait époque dans l'histoire de » l'exportation de capitaux. » (1).

« Dès 1819, dit M. Viallate, on a installé sur un navire à voiles une machine à vapeur, comme force » auxiliaire ; en 1838, un service régulier de vapeurs » (ce sont des navires en bois, à aubes) est établi entre » Bristol et New-York ; la durée du voyage est réduite » à deux semaines. Vers 1840, s'ouvre l'ère de la construction des chemins de fer ; en 1850, il n'y a encore » dans le monde que 38.000 kilomètres de voies ferrées, » mais à partir de cette date, leur construction se développe rapidement, et, vingt ans plus tard, il en existe

(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 407.

» 225.000 km., répartis entre les Nations de l'Europe
» occidentale et les Etats-Unis. » (1). En 1905, la lon-
» gueur des lignes de chemins de fer du monde dépasse
850.000 km.

Les chemins de fer et les bateaux ont transformé le
marché local en marché mondial, par le transport rapide
des produits dans tous les coins du monde.

C'est l'Angleterre qui a pratiqué la première l'expor-
» de avance que l'Angleterre avait prise dans le déve-
» loppement de capitaux, grâce à sa puissante flotte. « La gran-
» loppement industriel et l'enrichissement qui en était
» résultat pour elle, lui assurèrent, pendant un demi-
» siècle, un véritable monopole financier : durant cette
» période elle fut à peu près seule à pouvoir exporter
» des capitaux en quantité importante. » (2). L'Angle-
» terre a perdu sa situation d'antan. Ce sont l'Allemagne
» et les Etats-Unis, qui, grâce à la collaboration étroite de
» la banque et de l'industrie, ont acquis la première place
» dans l'exportation de capitaux industriels. « Notre su-
» prématie industrielle, a dit William S.H. Gatrell,
» n'est plus le fait assuré qu'elle a été. Nous ne som-
» mes plus dans l'enviable situation d'autrefois, où
» nous ne rencontrions aucuns concurrents sérieux
» pour nos produits manufacturés. Le bon vieux temps
» n'est plus. »

(1) A. Viallate : *L'Impérialisme Economique*, p. 11.

(2) A. Viallate : *L'Impérialisme Economique*, p. 109.

III

*LA LUTTE POUR LE TERRITOIRE ÉCONOMIQUE
ET LA PUISSANCE POLITIQUE DE L'ÉTAT*

La politique commerciale du capital financier a engendré une concurrence acharnée entre les nations capitalistes qui se disputent les marchés et les sphères de placement.

La violence de cette concurrence ainsi que son caractère par trop onéreux ont amené les puissances concurrentes à conclure des ententes entre elles, pour mettre fin à la lutte économique sur les marchés étrangers, et surtout, dans les pays de colonisation. Ainsi, les territoires économiques visés par le capital ont été transformés en pays de protectorat, en pays de colonisation, en zones d'influence et, suivant une innovation récente, en pays placés sous mandat de puissances capitalistes, — qui, malgré les protestations de désintéressement et de tutelle civilisatrice élevées par les puissances mandataires, se révèle sous son vrai jour — et ont été partagés entre les puissances capitalistes.

L'attribution de ces territoires a donné lieu à des conventions entre les puissances, par lesquelles on s'est efforcé de donner satisfaction à tous les appétits rivaux. Ainsi, le sort du Maroc, de la Chine et d'autres territoires de l'Afrique et de l'Asie visés par le capital a fait l'objet de conventions internationales. Cette politique a abouti dans certains cas à l'annexion directe de territoires étrangers. Elle a abouti en résumé au partage économique et politique du monde entier.

Le capital songe à conquérir en premier lieu les pays arriérés, dont l'exploitation offre de grands avantages économiques, par suite du manque complet de concurrence locale. Le capital peut exploiter les richesses naturelles pour alimenter l'industrie de la métropole en matières premières, organiser le pays économiquement et industriellement, construire des lignes de chemins de fer, des ports, etc., et s'assurer pour une très longue durée des profits considérables.

A partir du Congrès de Berlin (1878), nous assistons à une nouvelle poussée des Etats européens pour la conquête de colonies. « Ce n'est plus sur le Rhin, ou le » Danube, mais en Tunisie, en Egypte, en Nigeria, en » Mantchourie, que les chancelleries européennes trouvent maintenant le centre de gravité de leur diplomatie. » (1).

L'Angleterre possédait déjà à cette époque un immense empire colonial.

La France, déjà sous la Restauration et le Second Empire, avait pris pied en Algérie, au Sénégal, en Cochinchine. La défaite de 1871 avait interrompu sa politique coloniale. Mais déjà, « en 1881, le protectorat français » était proclamé sur la Tunisie et le Haut-Niger ; deux » ans plus tard sur l'Annam. » (2). Le protectionnisme de l'Europe sert de justification à sa politique coloniale. Selon Seignobos, les colonies sont « pour les pays

(1) A. Viallate : *L'Impérialisme Economique*, p. 48.

(2) A. Viallate : *L'Impérialisme Economique*, p. 50.

» riches un placement de capitaux des plus avantageux.
» La France, qui régorgé de capitaux, a intérêt à consi-
» dérer ce côté de la question. » (1).

L'Allemagne, de son côté, se lance également dans la politique d'expansion coloniale en annexant vers 1884 des territoires dans les régions du Togo et du Cameroun. Et la Belgique, à son tour, acquiert le Congo.

Quant à l'Amérique qui, en raison de l'étendue de son territoire ne se voit pas dans la nécessité de pratiquer une politique coloniale, s'appuie sur la doctrine de Monroe, pour empêcher les puissances européennes de transformer le continent américain en pays de colonisation et pour se le réserver exclusivement.

On se partage le monde et on prend des dispositions pour s'assurer des possibilités dans l'avenir.

Si la politique du capital atteint en premier lieu les pays arriérés sans défense dans leur indépendance politique, les nations civilisées elles-mêmes tombent sous les griffes du capital. « Elles sont également atteintes » par la prétention, chez les deux ou trois plus fortes nations, d'imposer leur loi, leur prépondérance militaire, navale, politique, économique à leurs nations-sœurs, à leurs nations-mères parfois, à leurs égales tout au moins en lumière, en génie, en générosité. » (2).

(1) Seignobos : *L'évolution de la III^e République*, loc. cité. par A. Viallate, p. 50.

(2) G. Tarde : *L'Impérialisme*, loc. cité, p. A. Viallate, p. 325.

La suprématie économique des quelques grandes puissances capitalistes, secondées par leur puissance politique, finissent par prendre les petits Etats sous leur dépendance. La grande puissance promettra au petit Etat l'appui de sa force politique, à condition que le petit Etat donne la préférence aux produits et capitaux de la grande puissance protectrice. Un pays, en passant sa commande de matériel de guerre à telle grande puissance, aura choisi sa protection politique.

Le petit Etat qui est tombé sous la domination d'une grande puissance a peu de chances de s'affranchir de la domination étrangère pour les raisons suivantes.

L'exploitation du territoire national, par le capital étranger, au profit de l'étranger, empêche la formation d'une classe capitaliste assez puissante qui aurait pu remplacer les capitaux étrangers. En plus, la mainmise du capital étranger sur les sources de matières premières, et leur exploitation au profit de l'industrie du pays dominateur empêche les petits territoires économiques de créer une industrie nationale et de secouer le joug de l'étranger. Ainsi, d'après M. Hilferding, les mines des Etats de la péninsule ibérique et leur exploitation, sont tombés sous la domination de capitaux étrangers, de même que les trésors miniers de la Scandinavie, surtout ceux de la Suède (1).

Ces Etats, en tombant sous la dépendance économi-

(1) V.R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 419.

que des grandes puissances, comme par exemple la France, l'Angleterre et l'Allemagne, sont tombés au rang de puissance de deuxième classe et sous la protection de ces grandes puissances.

L'infériorité économique d'un Etat est, de nos jours, de nature à lui faire perdre son indépendance politique. « Rendons-nous bien compte, écrivaient en 1918, » MM. Henri Lichtenberger et Paul Petit, que, si nous » restons en arrière sur l'Allemagne au point de vue » industriel et commercial, notre condition restera fâ- » cheuse même si nous parvenons, par des mesures de » défense, à empêcher les produits allemands de nous » envahir. Si nous n'arrivons pas à réformer notre » organisation défectueuse et nos méthodes surannées, » si par suite, nous fabriquons moins bien et plus » cher que les Allemands, si le consommateur constate » qu'il aura intérêt à se fournir outre-Rhin et que, s'il » ne le fait pas, cela tient uniquement à la muraille » douanière dont nous nous entourons, nous n'aurons » pas gagné grand chose. Nous sommes, certes, fondés » à prendre nos précautions contre l'Allemagne... Mais » si, à l'abri des barrières que nous aurons dressées, » nous nous laissons aller à la routine et à l'indolence, » si nos producteurs profitent de la protection qui leur » est accordée contre la concurrence étrangère pour » s'épargner tout effort de recherche et exploiter le pu- » blic qui ne pourra plus se fournir au dehors, alors ne » nous faisons pas des illusions : notre situation ne se » serait en rien améliorée. Dans le Monde d'aujour-

» d'hui un peuple arriéré peut très difficilement maintenir à la longue son autonomie. » (1).

Les petits Etats, tant qu'ils n'auront pas choisi la protection d'une grande puissance sont le théâtre de luttes économiques entre les puissances capitalistes. Cette lutte est menée avec toutes les armes dont disposent les Etats concurrents.

La diplomatie est mise au service de ces luttes et la puissance de l'Etat devient un facteur décisif pour l'issue de ces luttes économiques. « On attache à la décision prise, par exemple, par la Serbie pour se fournir de canons, sa décision politique dans le choix entre la protection franco-russe ou germano-autrichienne. La puissance politique devient ainsi décisive dans la lutte de la concurrence économique, et pour le capital financier, la puissance de l'Etat devient d'un grand intérêt pour la réalisation de profits immédiats. La diplomatie obtient à présent comme la plus intéressante fonction la représentation du capital financier. Aux armes purement politiques se joignent des armes de politique commerciale et les termes d'une convention sont déterminés, non seulement par l'intérêt d'échanger des marchandises, mais aussi par le plus ou moins grand empressement du petit Etat à donner au capital financier d'un plus grand Etat la préférence dans la concurrence. » (2).

(1) Henri Lichtemberger et Paul Petit : *L'Impérialisme Economique allemand*, p. 261.

(2) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 421.

Ainsi, ce sont les préoccupations politiques qui président à la conclusion de conventions économiques par les petits Etats. Quant aux grandes puissances capitalistes, elles s'appuient sur leurs forces politiques pour obtenir des avantages économiques pour le capital financier.



CHAPITRE V

L'IMPERIALISME ECONOMIQUE ET LES CONFLITS INTERNATIONAUX

I

LES CONFLITS ENTRE PUISSANCES CAPITALISTES

La rivalité des Etats dans la lutte pour l'acquisition de nouveaux marchés et l'expansion du territoire économique par une politique de pénétration pacifique ou d'annexions violentes est de nature à dresser les Puissances capitalistes les unes contre les autres.

L'histoire récente nous offre plusieurs exemples de heurts entre impérialismes.

En 1911, la rivalité Franco-Allemande dans la question marocaine a failli allumer la guerre entre les puissances capitalistes. « Par deux fois, lors des compétitions suscitées par le partage de l'Afrique, puis lors du heurt de ces impérialismes en Extrême-Orient, on avait pu craindre une conflagration générale entre les nations ardentes à se disputer des territoires dont

» les habitants étaient incapables de défendre leur liberté. » (1).

Pour éviter des heurts sanglants entre les impérialismes, les puissances se sont acheminées vers une politique d'entente entre nations rivales pour exploiter les richesses qui faisaient l'objet de leur convoitise. Ainsi, un nombre important de conventions internationales avaient été conclues, en vue d'assurer le respect ou de faciliter la réalisation d'intérêts communs à plusieurs et même à l'ensemble des nations. Dans cet ordre d'idées, il a été conclu le traité de 1911 relatif au Maroc, qui a reconnu aux nations l'égalité juridique et, notamment, l'égalité économique. De même, la rivalité des puissances en Chine a abouti à des accords assurant « l'égalité d'opportunité » pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine.

La politique de rapprochement des impérialismes est due également à leur solidarité d'intérêts provenant de l'internationalisation de l'économie par la participation des capitaux dans l'exploitation des richesses situées au delà des frontières nationales.

En effet, l'exploitation de capitaux financiers, et surtout de capitaux industriels, crée des liens permanents avec les pays dans lesquels ils sont mis en valeur. C'est ainsi que l'internationalisation du capital financier aurait intérêt à éviter tous conflits armés qui sont de nature à compromettre leurs intérêts.

(1) A. A. Vialatte : *L'Impérialisme Économique*, p. 170.

Les pays dont le développement industriel est très avancé, tels que l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique et, en second lieu, la Belgique et l'Angleterre, exportent des capitaux industriels alors que les pays de vieux capitalisme, comme par exemple la France et l'Angleterre, exportent des capitaux de prêt qui sont utilisés dans les établissements industriels fondés par exemple par des capitaux allemands ou américains.

« Il arrive ainsi que, par exemple, des capitaux français, hollandais et, dans une grande mesure, anglais, deviennent des capitaux de prêt pour des industries qui se trouvent sous une direction allemande ou américaine. Le capital français, comme capital de prêt, est ainsi intéressé dans le progrès des industries allemandes dans l'Afrique du Sud. En outre, une alliance de cette nature augmente d'une façon extraordinaire la puissance du capital et permet l'ouverture de territoires étrangers, l'ouverture étant encore facilitée par la pression renforcée exercée par les pays alliés. » (1).

« La solution provisoire de la question marocaine, dit M. Hilferding, a été obtenue par une convention entre les maisons Krupp et Schneider-Creusot relative à l'exploitation en commun des mines marocaines et algériennes. » (2).

Bien que la solidarité d'intérêt entre impérialismes

(1) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 422.

(2) R. Hilferding : *Finanzkapital*, p. 422, en note.

existe dans une certaine mesure, il n'y a pas lieu d'y fonder de grandes espérances pour le maintien de la paix du monde, car les causes de conflits créés par l'impérialisme économique sont de beaucoup plus nombreuses et puissantes. Peu avant le déclenchement de la dernière grande guerre, ceux qui fondaient leur espoir sur cette solidarité d'intérêt pour écarter la possibilité d'une guerre, étaient nombreux.

La dernière guerre nous a prouvé qu'en dépit de la solidarité d'intérêts des capitaux internationaux, il n'est pas toujours possible d'éviter les conflits armés et que les conventions bénévoles conclues entre nations n'ont fait que retarder le choc entre rivaux qui, la dernière fois, a été plus violent que jamais.

Tant que les nations persisteront dans leur attitude égoïste, il est difficile d'espérer qu'il sera possible d'écarter les guerres. Et on est obligé de se demander, si dans notre organisation économique moderne le désir de paix pourra contenir longtemps l'esprit de lucre qui conduit aux conflits.

II

LIBÉRALISME ET PACIFISME

La théorie de la solidarité internationale est ancienne. Adam Smith lui-même et l'école libérale lui avaient attribué une vertu pacificatrice. « Les anciens libre-échangistes, dit M. P. Hilferding, croyaient au libre échange » non seulement comme la meilleure politique économique, mais aussi comme le point de départ d'une

» ère de paix. Le capital a perdu cette foi depuis long-
» temps. Il ne retient rien de l'harmonie des intérêts
» capitalistes, par contre, il sait que la lutte pour la
» concurrence se transforme de plus en plus en lutte
» entre les forces politiques. L'idéal de la paix s'éva-
» nouit, à la place de l'idée d'humanité se met l'idéal de
» la grandeur et de la puissance de l'Etat. » (1).

En 1867, Cobden, le grand artisan anglais du libre échange, avait dit, en s'adressant à ses électeurs à Rochdale : « Les Anglais vivent à une époque où il est
» impossible que la guerre soit profitable. » (2).

« Depuis Cobden et Bright, dit M. O. Bauer, les buts
» économiques n'ont pas changé ; mais avec le change-
» ment des moyens de la politique économique, les li-
» béraux cosmopolites sont devenus des impérialistes
» nationaux. » (3). « Le capital rêve la conquête du
» monde et avec la conquête de chaque pays il acquiert
» une nouvelle frontière qu'il faudra franchir. » (4).

La politique d'expansion pratiquée soit par les entreprises industrielles, soit par les Etats capitalistes, n'est que la conséquence logique et nécessaire de notre organisation économique. Toute immobilité compromet l'existence de l'entreprise capitaliste. L'entreprise ne

(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 427.

(2) A. Vialatte : *L'Impérialisme Économique*, cit. p. 27.

(3) O. Bauer : *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, p. 474.

(4) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 427.

garde son équilibre que par le mouvement en avant, par l'expansion et entraîne avec elle l'Etat.

« Nous espérons toujours, disait Carnégie, que nous » n'avons plus besoin de nous étendre, mais constatons » toujours, que l'ajournement de nouvelles expansions » signifierait une regression et encore aujourd'hui les » améliorations se succèdent si rapidement qu'il nous » reste autant à faire que jamais. » (1). Si l'entreprise » échappe partiellement à la contrainte technique, elle » subit la contrainte de la nécessité économique, dans » une époque qui se caractérise par sa « tendance à la » concentration. » (2).

Disons, en quelques mots, quelles sont les causes économiques auxquelles la doctrine socialiste attribue la formation du libéralisme.

Dans la première phase du capitalisme moderne, l'Etat était chargé de la réglementation de la production. La surveillance de l'Etat sur la production s'exerçait dans l'intérêt du consommateur comme aussi dans celui du producteur. « Dans un métier déterminé, dit Liefmann, le groupement des maîtres, corporation, jurande ou guilde avait le droit, exclusif de produire et de mettre en vente des marchandises données, d'avoir des apprentis, de former des compagnons, etc. Les prix des produits et des services étaient également fixés en règle générale, par l'autorité, qui contrôlait

(1) Carnégie : *Autobiographie*, cité par R. Hilferding.

(2) W. Sombart : *Der Bourgeois*, p. 451.

» aussi la quantité des produits. Pour avoir accès au
» métier, il fallait avoir été régulièrement apprenti et
» compagnon et avoir subi l'examen de maître. Toutes
» ces dispositions servaient à entretenir dans la ville
» un corps d'artisans jouissant d'une aisance régulière,
» à assurer à chacun les moyens de vivre, à empêcher
» toute concurrence excessive ainsi que des différences
» par trop grandes des revenus et des fortunes. » (1).

Mais cette réglementation finit par gêner le développement du capitalisme qui réclamait son émancipation de la tutelle de l'Etat. La réglementation était devenue quelque chose par trop rigide, dit Liefmann.

Aussi, se développa-t-il une théorie libérale, dont les bases étaient purement économiques en Angleterre, mais qui trouva en France une base philosophique, le rationalisme, auquel Sombart réserve une place d'honneur dans la formation de l'esprit bourgeois. Le libéralisme a été développé et appliqué en France, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans celui de la vie politique et spirituelle en général (2). Cette nouvelle doctrine a causé en France un bouleversement radical par l'abolition de toute la vieille structure de l'Etat. La bourgeoisie s'est ainsi débarrassée de l'aristocratie et de la bureaucratie qui entravaient son développement. Il en est sorti l'idéologie pacifiste et humanitaire de la bourgeoisie révolutionnaire.

(1) R. Liemann : *Les Formes d'entreprise*.

(2) Voir R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 424.

De même que la réglementation de la production et l'État aristocratique succombèrent aux conditions nouvelles créées par le développement du capitalisme, de même les conceptions philosophiques de la bourgeoisie révolutionnaire durent céder leur place aux conceptions créées par l'expansion économique du capitalisme moderne. Ainsi, la bourgeoisie « a cessé d'être pacifique et humanitaire ».

III

L'IMPERIALISME ECONOMIQUE ET LA PUISSANCE DE L'ETAT

Bien que la bourgeoisie ait détruit la monarchie, elle ne désire pas la destruction de la force de l'État. La bourgeoisie a détruit la monarchie, parce que la monarchie l'entravait dans son développement. Elle désire, au contraire, le développement de la puissance de l'État, dont elle a besoin pour sa politique économique, mais à condition que cette puissance soit mise à son service. Elle veut transformer l'État en instrument de sa politique économique et l'atteler à son char.

C'est dans ce but que le capitalisme a poursuivi le développement de la flotte en Angleterre et celui de l'armée, sur le continent. « Car il (le capitalisme financier) » a besoin d'un État fort politiquement, qui dans sa politique commerciale, n'ait pas besoin d'avoir égard aux » intérêts opposés d'autres États. Il a besoin d'un État » fort, qui fasse valoir ses intérêts financiers à l'étran- » ger, qui emploie sa puissance politique pour imposer

» aux Etats plus petits des conventions de fournitures
» et des conventions commerciales favorables. Il a be-
» soin d'un Etat qui puisse intervenir partout dans le
» monde entier pour transformer le monde entier en
» sphère de placement pour le capital financier. Le
» capital financier a enfin besoin d'un Etat qui soit a-
» sez fort, afin de pouvoir faire de la politique d'expan-
» sion et s'incorporer de nouvelles colonies. » (1).

La politique du capital d'imposer sa volonté en s'appuyant sur la force politique de l'Etat a conduit les puissances à s'armer jusqu'aux dents les unes contre les autres. Cette politique est devenue par trop onéreuse et une solution pacifique n'ayant pu être trouvée, une solution, violente, s'imposait.

Elle peut être considérée comme une des causes de la guerre mondiale.



(1) R. Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 426.

CHAPITRE VI

LE PRINCIPE DES NATIONALITES ET L'IMPERIALISME ECONOMIQUE

I

QU'EST-CE QUE LE PRINCIPE DES NATIONALITES

Par « Principe des Nationalités » on entend la théorie politique en vertu de laquelle les Etats doivent correspondre aux nationalités ; l'Etat national doit, en outre, contenir l'ensemble de la Nation.

Cette théorie, qui est d'origine italienne, a été développée pour la première fois par le professeur Mancini, en 1851.

« La révolution du système d'Etat ancien s'est accomplie au xix^e siècle au nom du principe des nationalités, » dit Otto Bauer. » « La conscience de leur nationalité a poussé les Grecs à se soulever contre les Turcs, a conduit la Belgique à se séparer de la Hollande. L'Ita-

(1) O. Bauer : *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, p. 171.

» lie à réunir tous les petits Etats en un seul royaume.
» L'Allemagne a mis fin à la division politique créée
» par le traité de Vienne (1815) et s'est organisée en
» un seul Empire. Ces applications du principe ont été
» des protestations contre les actes diplomatiques par
» lesquels on avait arbitrairement disposé du sort des
» peuples, » (1).

II

QU'EST-CE QUE LA NATION

Avant d'entrer dans l'étude de l'attitude adoptée par l'impérialisme économique à l'égard du principe des nationalités, il est nécessaire d'établir ce que c'est que la nation.

La plupart des auteurs ont cherché à dégager la conception de la nationalité par l'énumération des caractéristiques qui seraient communes à tous les membres d'une même nation : telles l'identité d'origine, la conformation physique, la langue, les aspirations communes, la communauté de sentiments et d'intérêts, la volonté de faire partie d'une nation déterminée, etc.

Nous trouvons, par exemple, dans Bonfils, la définition suivante : « Une nation est la réunion de personnes réunies par l'identité d'origine, du langage et de la conformation physique, par une longue commu-

(1) Bonfils : *Traité de Droit international public*, p. 8.

» nauté d'intérêt et de sentiments, par une fusion d'existence amenée par la suite des siècles. »

Les définitions par énumération de caractéristiques communes sont tantôt incomplètes, tantôt inexactes, car la coexistence simultanée de toutes ces caractéristiques n'est pas la condition nécessaire pour la formation de la nationalité. Certaines, et presque chacune de ces caractéristiques peuvent manquer aux membres d'une nation, sans que cette circonstance empêche ces membres d'être considérés comme faisant partie de la nation.

La langue ne forme pas un élément distinctif de nationalité, car il existe des nations distinctes qui parlent la même langue, tels les Anglais et les Américains, les Allemands, les Suisses allemands, les Alsaciens ; les Suisses français et les Français ; les Espagnols et les nations de l'Amérique latine et beaucoup d'autres.

L'identité d'origine est inexistante pour plus d'une nation comme la nation française qui descend des Germains, des Romains, des Celtes alors que les Allemands, les Alsaciens, les Flamands, les Hollandais et les peuples scandinaves, par exemple, forment des nations distinctes, bien qu'ils descendent de la même race, la race germanique. Comme fait remarquer M. Otto Bauer, l'identité d'origine est la base d'une même race et non de la nationalité. Il arrive également qu'une partie de la nation, ou la nation entière, perde, pour une certaine période de son existence, l'usage de la langue maternelle, sans qu'elle perde le sentiment national. La nation arménienne, par exemple, avait perdu pendant une assez

longue période, soit dans quelques provinces orientales de l'Asie mineure, soit dans des régions de la Turquie d'Europe, l'usage de l'arménien, sans qu'elle ait cessé de se sentir profondément arménienne.

La communauté d'intérêts (intérêts politiques et économiques) n'existe pas pour les nations qui sont dispersées sur les territoires de plusieurs Etats.

Quant à l'identité de sentiments et la volonté de faire partie d'une nation, ce ne sont que des effets et non les causes de la nationalité.

Otto Bauer remplace l'énumération des éléments constitutifs de la nationalité par un système. Pour lui, l'histoire est la cause qui agit ; la communauté de culture et la communauté d'origine sont les moyens par lesquels l'histoire agit ; la communauté de langage est également un moyen pour produire la communauté de culture, dont elle est l'effet et la cause en même temps. La nation est formée par la communauté de culture. Elle est l'ensemble des personnes qui sont unies entre elles en une communauté de caractère par suite de la communauté du sort (1).

Donc, suivant cette définition, la nation représente une communauté de caractère qui s'est formée par la communauté de culture résultant de la communauté du sort.

Nous voyons que d'après cette définition une nation

(1) O. Bauer : *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*. p. 135.

peut exister en l'absence d'un ou de plusieurs éléments caractéristiques auxquels on soumet l'existence d'une nation, pourvu que les circonstances historiques aient produit l'effet essentiel, savoir la communauté de caractère. « Le caractère « national », dit O. Bauer, est la » condensation (Niederschlag) du développement historique d'une nation. » (1). « Le caractère national, dit-il, n'est que l'ensemble des particularités physiques et » morales. La nation n'est pas une communauté de » caractère absolue, mais une communauté de caractère » relative, c'est-à-dire que bien que les nations aient des » particularités communes, il en existe d'autres qui sont » communes à toutes les nations, en tant que membres » de la famille humaine. » (2).

Si nous adoptons cette définition de la nation, savoir: une communauté du caractère national issu d'une culture nationale à la suite d'un commun sort, il apparaît clairement que, sans culture nationale, une nation ne peut se maintenir. Une nation qui cesse de cultiver la culture nationale qui lui a été léguée par les générations précédentes est condamnée à disparaître.

Dans presque toutes les nations cultivées il existe une classe intellectuelle qui représente le cerveau de la nation. C'est cette classe qui est particulièrement chargée d'étudier la culture nationale de la développer et de la transmettre à la postérité.

(1) O. Bauer, p. 137.

(2) O. Bauer, p. 6.

D'après M. Otto Bauer, du temps de la propriété rurale, par exemple, la culture nationale allemande était représentée par les propriétaires ruraux.

Il arriva que certains peuples, au cours de leur histoire, vécurent durant une certaine période sans la classe qui représentait la culture nationale, cette classe ayant été remplacée par des étrangers. Pendant cette période la culture nationale a subi un arrêt. Certains de ces peuples qui étaient tombés sous l'influence d'une culture étrangère, ont perdu leur caractère national et ont été absorbés par la nation dominatrice.

Il arriva aussi que d'autres peuples qui, par suite de modifications survenues dans leur existence, avaient cessé de suivre la culture nationale, ont ressuscité à une nouvelle vie intellectuelle et ont repris le courant de la culture nationale interrompue momentanément. Ainsi, la plupart des nations de l'antiquité qui nous émerveillent par le degré de civilisation qu'elles avaient atteint, ont disparu, alors que d'autres ont repris, après une interruption plus ou moins longue, le courant de la culture nationale. M. O. Bauer cite l'exemple du peuple slovène (1) qui avait une littérature jusqu'en 820 et qui a cessé d'être une nation « historique » pendant mille ans environ. Pendant ce temps, il a vécu comme nation « sans histoire » (*geschichtlos*), sauf un réveil éphémère à la culture nationale, pour retomber dans l'inconscience, et ce n'est qu'au xix^e siècle que, par suite de

(1) O. Bauer, p. 191.

l'affranchissement du paysan du joug du propriétaire rural, le peuple slovène a été rappelé à la vie nationale.

Les Serbes, qui avaient perdu leur noblesse depuis la conquête turque ont vécu comme « peuple sans histoire » pendant des siècles.

III

L'ATTITUDE DE L'IMPERIALISME ECONOMIQUE

A L'EGARD

DU PRINCIPE DES NATIONALITES

Nous savons que malgré la proclamation du Principe des Nationalités, le xix^e siècle n'a pas vu la libération du joug de l'étranger de toutes les nations opprimées.

Plusieurs parmi elles ont traîné ce joug jusqu'aux événements tragiques de la guerre mondiale et d'autres continuent à le traîner au milieu de l'indifférence des nations dites « civilisées ».

Nous vivons dans un siècle où l'humanité ne se laisse pas conduire par des principes moraux, mais bien par des préoccupations d'ordre matériel. Donc, pour rechercher l'attitude de l'impérialisme économique à l'égard du principe des nationalités, il faudra partir de ce point de vue.

A priori, cette attitude nous paraît ne pouvoir être qu'hostile, étant donné que l'impérialisme cherche l'expansion du territoire économique, en violation du principe des nationalités, tandis que l'application de ce principe conduirait au morcellement des territoires économiques des puissances capitalistes dans beau-

coup de cas. Dans l'esprit du sujet économique de l'homme d'Etat moderne, la nationalité se confond avec la qualité politique de l'ensemble des habitants d'un territoire politique. Ce qui importe avant tout pour eux, c'est l'étendue du territoire et le nombre de ces habitants, et ce, en raison de l'importance que ces éléments jouent dans la lutte économique. Tous ceux qui sont attachés juridiquement au territoire national en ferment la nation. « La nation normale, dit Frederic List, » possède une langue, une littérature, un territoire étendu du pourvu de nombreuses ressources ; une population considérable ; l'agriculture, l'industrie manufacturière et la navigation y sont harmonieusement développées, etc. »

Nous voyons que dans sa définition Frédéric List fait une place prépondérante à tout ce qui touche la force économique de la nation « normale ». Une nation qui n'a pas « un territoire étendu pourvu de nombreuses ressources » doit faire la conquête de nouveaux territoires au mépris du principe des nationalités. L'impérialisme économique conduit à la formation « d'Etats de Nationalités », Etats qui comprennent diverses nations sous la domination d'une grande nation, alors que le Principe des Nationalités réclame la formation de l'Etat national, de l'Etat ne comprenant qu'une nation principalement. L'expansion économique doit s'opérer coûte que coûte ; elle ne peut s'arrêter, devant l'obstacle que constituent l'origine et le caractère national des habitants des pays convoités.

La lutte s'est engagée entre ces deux^e tendances poli-

tiques. Le Principe des Nationalités et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes se sont dressés contre l'expansion territoriale de l'impérialisme.

Le continent américain a, depuis longtemps, secoué le joug de l'Europe. Les bases de l'Empire britannique sont ébranlées. L'Asie et l'Afrique sont en révolte latente contre l'impérialisme de l'Europe. Le réveil du sentiment national auquel a travaillé le dominateur lui-même, peut-être inconsciemment, et l'esprit de l'indépendance qui en est résulté ont dressé les peuples dominés contre les dominateurs. Cette lutte a troublé déjà à plusieurs reprises la paix du monde et elle la troublera, certes, aussi à l'avenir. « L'Etat moderne, » dit M. Gaston Richard, ne peut avoir d'autre ressort » que l'énergie du caractère national. Ainsi, quand » une nation consciente de sa langue, de la continuité » de sa culture, de l'unité de ses intérêts se sent par- » tagée entre plusieurs Etats impuissants ou asservie » à une domination étrangère, il est inévitable qu'elle » tende à former un Etat unique sans qu'aucun sacri- » fice lui paraisse trop grand pour atteindre un tel » but. Par contre, quand plusieurs nations dissembla- » bles, par la langue, les traditions morales et intel- » lectuelles, les intérêts économiques et les aspira- » tions politiques sont violemment unifiés par un » grand empire qui sacrifie chacune d'elles à ses fins, » le caractère national tend à s'affirmer, d'abord par » la dissolution de l'empire composite, puis par la re- » constitution d'Etats plus petits. Toute politique im- » périaliste rencontre donc une pierre d'achoppement

» dans le principe de l'autonomie nationale ou, pour
» mieux dire, dans l'énergie des caractères nationaux
» qui exprime ce principe dans les faits. » (1).

L'Impérialisme économique ne tient, en principe, aucun compte du Principe des Nationalités. Il s'en sert comme il se sert d'autres principes pour ses fins qu'il se garde d'avouer. Il lui est hostile, tant qu'il s'oppose à ses buts, il se met à son service s'il espère pouvoir en tirer parti. Son attitude à son égard est dictée par des préoccupations d'intérêt matériel qu'il poursuit inlassablement et qui seuls justifient son existence en dehors de tout principe moral.

La duplicité adoptée par les grandes puissances à l'égard de certaines nations opprimées, dans le règlement des questions suscitées par la dernière guerre, mérite d'être méditée.



(1) Gaston Richard : *Le Conflit de l'Autonomie Nationale et l'Impérialisme* (1916), p. 25.

CHAPITRE VII

LA PSYCHOLOGIE DU BOURGEOIS MODERNE

I

LA FORMATION DE L'ESPRIT

Avant d'entrer dans l'analyse de la psychologie du « bourgeois » moderne, il est indispensable de rechercher les facteurs qui entrent en ligne de compte dans la formation de l'esprit, de la mentalité de l'être humain. A cet effet, il nous faudra jeter un coup d'œil rapide sur les deux théories principales concernant le processus historique. Dans ces deux théories nous rencontrons des conceptions diamétralement opposées : la conception spiritualiste et la conception matérialiste de l'histoire.

Selon Hegel qui représente la conception spiritualiste de l'histoire, l'histoire n'est autre chose que le reflet de la pensée humaine. Tout phénomène historique se ramène nécessairement à une pensée philosophique ; le phénomène historique n'en est que la réalisation, la concrétisation. La raison gouverne le monde.

L'esprit philosophique, qui est le moteur de toute acti-

vité sociale, est indépendant des conditions matérielles dans lesquelles il se manifeste. Les conditions extérieures de la vie n'ont aucune prise sur l'esprit philosophique, qui suit des règles propres dans sa formation et dans son évolution et il entraîne avec lui la vie sociale qui en est le reflet.

L'histoire n'est que le produit de l'évolution de la raison pure ; elle présente sa forme concrétisée. Étudier l'histoire, c'est étudier l'évolution de la raison pure.

A cette théorie spiritualiste, Karl Marx et Frédéric Engels ont opposé la conception matérialiste de l'histoire. « La conception matérialiste de l'histoire part de ce » principe que la production et, avec elle, l'échange, » constituent la base de tout ordre social et que dans » toute société la répartition des produits, et, avec elle, » la hiérarchie des classes sociales se règlent d'après la » nature et le mode de la production et d'après le mode » de l'échange. C'est pourquoi les causes dernières de » toutes les transformations sociales et révolutions politiques doivent être cherchées, non dans la tête de » l'homme, mais dans les changements que subit le » mode de production et l'échange ; non dans la philosophie, mais dans l'économie de chaque époque. »(1).

« Le moulin à bras, a dit Karl Marx, vous donnera la » société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel. Les mêmes hommes qui établissent les rapports sociaux conformé-

(1) Engels dans *Antidühring* cité par Rodolfo Mondolfo, p. 318.

» ment à leur productivité matérielle, produisent aussi
» les principes, les idées, les catégories, conformément
» à leurs rapports sociaux. Aussi, ces idées, ces caté-
» gories sont aussi peu éternelles que les relations qu'el-
» les expriment. Elles sont les produits historiques et
» transitoires. » (1).

Ces deux théories souffrent d'une généralisation par trop excessive. Tout en admettant que la pensée philosophique suit son propre développement, indépendamment des conditions économiques dans lesquelles se déroule la vie sociale, nous devons reconnaître que ce ne sont que les pensées philosophiques correspondant aux conditions matérielles de la vie qui trouvent une application pratique et exercent une influence sur le développement ultérieur de la vie sociale, alors que celles qui sont en opposition avec les réalités ne franchissent pas le seuil de la pure théorie.

C'est dans ce sens qu'on peut rechercher la part des forces morales : religion, philosophie, doctrines, etc., dans la formation de l'esprit bourgeois contemporain.

En fait, les conditions économiques et la pensée philosophique exercent une influence réciproque, et le processus historique s'explique par le concours de ces deux facteurs.

Si nous nous demandons, quel est le degré d'influence que ces facteurs exercent l'un sur l'autre, nous estimons que les conditions matérielles de l'existence doivent être d'une influence prépondérante.

(1) K. Marx : *La misère de la philosophie*, pp. 151-152.

II

L'ESPRIT DU CAPITALISME PRIMITIF

A l'époque du capitalisme primitif nous observons la coexistence de deux circonstances : « 1° l'intérêt pour la » philosophie pendant la Renaissance jusqu'au XVIII^e » siècle ; 2° le faible développement du capitalisme. » C'est ainsi que les forces morales ont eu leur part dans » le développement de l'esprit du capitalisme. Nous » observons dans cette époque un parallélisme dans la » doctrine morale et l'activité de l'esprit capitaliste, » la doctrine morale agissant comme cause et la conduite des sujets économiques en étant l'effet. » (1).

La conception morale tenait une grande place dans la conduite de l'homme, dans son activité économique, car l'homme gardait une certaine indépendance dans son activité économique et il pouvait conformer sa conduite aux principes moraux. Les principes moraux et religieux étaient à la base de l'activité économique du capitalisme primitif. A chaque commerçant le champ d'activité était délimité et cette activité ne devait tendre qu'à assurer une existence honnête et loyale, sans qu'on ait le droit d'empiéter dans le champ de son voisin. C'est en raison de ce principe que toute réclame qui tend à détourner la clientèle du concurrent était condamnée comme immorale.

(1) W. Sombart : *Der Bourgeois*, p. 354.

La délimitation de l'activité économique était strictement respectée également entre les différentes branches de la production et du commerce. L'intégration dans l'industrie et le commerce qui caractérise l'époque moderne aurait été jugée, certes, abominable. La production artisanesque et l'existence des corporations assuraient le respect de ces principes. « On ne produisait » pas encore pour produire. » (1).

Le développement du capitalisme a écarté tout principe moral. Plus encore, le respect de tout principe moral se présente de nos jours comme une entrave à l'activité économique. Aussi, à mesure que le capitalisme a progressé, les principes moraux et religieux ont-ils été refoulés du champ d'activité économique, en particulier, et de la vie sociale en général. M. W. Sombart en étudiant l'influence des religions sur le développement de l'esprit capitaliste, dit : « Ce n'est pas le puritanisme » qui a entraîné l'entrepreneur dans le tourbillon de » l'activité inconsciente : c'est le capitalisme qui l'a » fait. Et il a pu le faire après qu'avait été arrachée la » dernière barrière qui protégeait l'entrepreneur de » glisser dans l'abîme : le sentiment religieux. » (2).

« Il fût un temps, dit K. Marx, comme au Moyen- » Age, où on n'échangeait que le superflu, l'excédent de » la production sur la consommation. Il fut encore un » temps où, non seulement le superflu, mais tous les » produits, toute l'existence industrielle était passée » dans le commerce ou la production toute entière dé-

(1) W. Sombart : *Les Juifs et la Vie Economique*, p. 172.

(2) W. Sombart : *Der Bourgeois*, p. 456.

» pendait de l'échange. Vint enfin un temps où tout ce
 » que les hommes avaient regardé comme inaliénable
 » devint objet d'échange, de trafic et pouvait s'aliéner.
 » C'est le temps où les choses mêmes qui, jusqu'alors,
 » étaient communiquées, mais jamais échangées, don-
 » nées, mais jamais vendues ; acquises, mais jamais
 » achetées : vertu, amour, opinion, service, conscience,
 » etc., où tout enfin passa dans le commerce. C'est le
 » temps de la corruption générale, de la vénalité uni-
 » verselle, ou, pour parler en termes d'économie poli-
 » tique, le temps où toute chose, morale ou physique,
 » étant devenue valeur vénale, est portée au marché
 » pour être appréciée à sa juste valeur. » (1).

Nous vivons dans une époque où les forces morales déjà bien refoulées par les conditions économiques du capitalisme, perdent de plus en plus de terrain et que les conditions matérielles du capitalisme décident souverainement du sort de la société. Le sujet économique qui a travaillé à l'avènement du capitalisme moderne dans le courant des siècles, a été asservi par ce même capitalisme.

III

L'ESPRIT DE L'HOMME D'AFFAIRES MODERNE

Deux facteurs sont à la base de l'activité de l'homme : la recherche du bien-être et l'ambition, qui trouve sa satisfaction dans l'estime des autres. Dans notre société-

(1) Karl Marx : *Misère de la Philosophie*, p. 41.

té où tout s'achète, où toute chose morale et physique » est portée au marché pour être appréciée à sa juste » valeur », tous les désirs de l'homme trouvent leur satisfaction par la fortune. C'est pourquoi l'homme d'affaires moderne cherche à acquérir, par tous les moyens, une fortune matérielle, source de tout bien-être et de toute estime. Et la fortune ne pouvant être obtenue que par des affaires lucratives, le sujet économique déploiera toute son ingéniosité pour y parvenir.

Pour mieux comprendre l'esprit que le sujet économique mettra dans le déploiement de son activité des affaires, ne perdons jamais de vue que nous avons affaire à des sujets économiques qui ne jouissent d'aucune liberté dans le choix de leur conduite. Ce sont les conditions économiques de la production et de la répartition qui leur dictent en somme la voie à suivre.

« Nous tombons, dit Sombart, sur une sorte de contrainte physique, lorsque nous faisons l'analyse de l'entrepreneur moderne. Souvent, il ne veut plus avancer » dans un chemin ; mais il est obligé de vouloir. » (1).

« Nous espérons toujours écrit Carnégie, de n'avoir » plus besoin de nous étendre, mais nous trouvons toujours, que la remise d'une extension ultérieure signifierait un recul. » (2).

Aussi, pour l'entrepreneur moderne, l'expansion est-elle devenue une nécessité économique.

(1) W. Sombart : *Der Bourgeois*, p. 219.

(2) Carnégie : *Autobiographie* (1905), p. cité, par Sombart, p. 219.

« Lorsque nous leur demandons, dit Sombart, à quoi » servirait cette activité, ils nous regardent étonnés et » nous répondent un peu irrités : que cela s'entendait » de soi-même, qu'elle tendait à la prospérité de la vie » économique, qu'elle était nécessaire au progrès économique. » Ils croient vouloir cette activité, ils ont souvent l'illusion d'agir en pleine indépendance alors qu'ils ne sont que poussés par les circonstances que la marche de leurs affaires leur impose et qu'ils doivent suivre s'ils ne veulent se laisser battre dans la lutte de la concurrence. Et, en vérité, à force d'être contraint à cette activité fiévreuse qui s'impose dans les affaires, le sujet économique finit par le désirer et en fait le but de son existence.

Cette activité fiévreuse ne connaît pas de limite, car, ayant cessé d'être un moyen de l'existence humaine, elle se confond avec la fin de l'existence de l'homme, que dis-je, elle est devenue la fin même de l'existence.

« Alors que l'entretien conforme à son état était le » but de l'activité du Moyen-Age, aujourd'hui, le profit n'est jamais assez élevé pour qu'on puisse dire : » c'est assez. » (1). L'activité de chaque sujet ne connaît que les limites des moyens matériels.

D'autre part, l'activité de chaque sujet ne s'exerce plus sur un champ bien délimité. On poursuit le profit là où on croit pouvoir l'atteindre. On empiète sur le champ d'activité de son voisin sans aucun scrupule, pourvu qu'on obtienne ce qu'on poursuit.

(1) W. Sombart : *Der Bourgeois*, p. 219.

«Ce que le Juif a représenté, à travers les siècles, vis-
» à-vis des conceptions régnantes, ce fut la conception
» essentiellement individualiste de l'économie, concep-
» tion d'après laquelle la sphère d'activité de chaque
» sujet économique ne devait être limitée par aucune
» réglementation restrictive portant soit sur le volume
» de la vente, soit sur la spécialisation et sur la sépa-
» ration des professions, chaque sujet ayant, au con-
» traire, le droit d'étendre son champ d'action, dans la
» mesure de ses moyens, même aux dépens de ses
» voisins ; les moyens de lutte préconisés tacitement par
» cette conception étaient essentiellement d'ordre spiri-
» tuel : ruse, astuce, finesse ; les seules limitations
» dont elle recommandait le respect dans la concurren-
» ce économique étaient celles imposées par le code
» pénal, et à la condition d'être en règle avec celui-ci,
» chacun devait avoir la liberté d'agir à sa guise, au
» mieux de ses intérêts. On le voit, ce qui s'affirme
» victorieusement dans ces principes, ce sont les idées
» du « libre commerce », de la « libre concurrence » ;
» c'est le rationalisme économique, l'esprit purement
» capitaliste, bref toute la mentalité économique moder-
» ne dans la formation de laquelle les Juifs ont joué,
» sinon le rôle décisif, du moins un rôle des plus im-
» portants. » (1).

L'homme moderne n'est autre chose qu'un instrument de production. Il est dominé par les conditions écono-

(1) W. Sombart : *Les Juifs et la Vie économique*, p. 202.

miques au développement desquelles il a travaillé et par lesquelles il a été asservi. « Tout le temps de la » journée, de l'année, de la vie, est consacré au travail. » Et pendant ce temps les forces sont tendues jusqu'à » l'extrémité. » La vie intérieure n'existe plus ; l'âme dépérit ; tout est devenu affaire.

L'homme de l'époque pré-capitaliste, c'est « l'homme » naturel ; l'homme tel qu'il a été créé par Dieu. Celui » qui se tient solidement de ses deux jambes sur le » sol et traverse le monde sur elles. » (1). Il n'est même plus comme les bourgeois de vieux style au service du capitalisme.

« Le grand seigneur foncier, dit W. Sombart, comme » le grand commerçant d'outre-mer, le banquier comme » le spéculateur, le fabricant comme le négociant en » laines : tous n'ont pas encore cessé de conformer leur » activité aux exigences d'une humanité saine ; pour » eux, toutes les affaires sont restées des moyens dont » le but est la vie. » (2).

Etant donné le caractère particulier des « affaires » de notre époque de capitalisme moderne, le sujet économique doit être doté de qualités particulières pour réussir dans les affaires.

Ce qui se présente comme obstacle à l'activité libre du sujet économique de notre époque, c'est le sens moral et le scrupule. Pour réussir dans les affaires il faut être

(1) W. Sombart : *Der Bourgeois*, p. 11.

(2) W. Sombart : *Der Bourgeois*, p. 196.

dépourvu de tout sens moral, il faut savoir choisir et appliquer sans égard tous moyens qui sont susceptibles d'assurer le succès dans les affaires.

Le manque de scrupule est une qualité (!) essentielle pour un sujet économique de grand style. « Tel John » Rockfeller, dit W. Sombart, dont les mémoires sont » un miroir précieux de cette conception d'une naïveté » quasi enfantine, aurait résumé une fois son Credo » dans les mots suivants : qu'il serait prêt à payer à » un remplaçant un traitement d'un million de dollars, » à condition qu'il soit dépourvu du moindre scrupule (tout en ayant, naturellement, des qualités positives) et qu'il soit prêt à « laisser mourir des milliers » de victimes » sans égard. » (1). Et M. L. Jolles, parlant d'un autre magnat, écrit : « Edward Harriman, » qui mourut, il y a quelques années, était le type achevé d'un homme d'affaires « smart » sans scrupules, » sur l'activité duquel on lui a fait la réputation suivante : « Le secret de sa victoire résidait dans son » détachement complet de tout sens moral. Si Harriman ne s'était pas détaché de toute préoccupation » morale, il aurait culbuté dans les premiers pas de » son développement en spéculateur en gros. Il commença par tordre le cou à celui qui lui avait ouvert » les portes au paradis des chemins de fer, etc. » (2).

M. W. Sombart compare l'âme du sujet économique

(1) W. Sombart : *Der Bourgeois*, p. 235.

(2) L. Jolles : *Une personnalité économique dans Der Tag (Volkswirtschaftliche Beilage)*, 1909, n° 215.

moderne à l'âme de l'enfant. Comme lui, il a quatre idéals : la grandeur matérielle, la vitesse dans le mouvement, l'amour pour le nouveau, l'envie de la puissance, qui, en dernière analyse, n'est qu'aveu de faiblesse. Si nous regardons de près ces caractéristiques « enfantines » du sujet économique moderne, nous arrivons à la conclusion que la déformation du caractère humain et l'avilissement de son âme sont dus principalement aux conditions dans lesquelles se déploie son activité économique, conditions qui sont créées par le capitalisme lui-même.

Toujours est-il que dans notre monde économique il n'y a plus place aux qualités morales : la pitié n'est que faiblesse, la morale n'est que vieux jeu, et la sensibilité n'est qu'une maladie morale qui entrave l'activité ; pour être « à la hauteur », il ne faut avoir que du mépris pour tout ce qui est tradition et humanité.

Et la satisfaction morale ne devenant que vain mot, le succès des affaires se résumant dans la réalisation du profit devient le seul but qui puisse donner entière satisfaction. Avec de l'argent on peut acheter tout, même l'estime des autres, car l'estime et la place qu'on occupe dans la société sont en rapport avec la grandeur de la fortune. « Cette économie (l'économie monétaire) reçoit » de ce fait une caractéristique, qui consiste à appliquer » à toute valeur le critère de succès, à juger les hommes, non d'après leurs œuvres, mais d'après leurs » succès. » (1). Ainsi, dans la production capitaliste

(1) W. Sombart : *Les Juifs et la Vie économique*, p. 357..

contemporaine, le succès d'une affaire ne se mesure qu'à sa valeur vénale. L'entrepreneur capitaliste ne met pas d'amour-propre dans la fabrication de ses produits, comme l'artisan, qui mettait son âme dans son œuvre en vrai artiste, en homme d'amour-propre, fier de sa création. L'entrepreneur produit dans un but bien déterminé, dans le but de faire profit ; le reste ne lui importe.

« En premier lieu, dit Sombart, en parlant de l'influence du peuple juif dans la formation de l'esprit du bourgeois moderne, se présente à nous comme homme d'affaires pur, comme homme qui, en affaires, ne connaît que les affaires et qui, se conformant en cela à l'esprit de la véritable économie capitaliste, proclame, en présence de toutes fins naturelles, le primat du gain, du profit, du bénéfice. » (1). « C'est le rationalisme, dit-il, qui constitue le trait fondamental du judaïsme ainsi que du capitalisme. Rationalisme ou intellectualisme : l'un et l'autre également opposés à ce qu'il y a dans la vie et dans le monde d'irrationallement mystérieux, l'un et l'autre également ennemis de tout ce qui est art, création, travail d'imagination, jouissance sensible. » (2).



(1) W. Sombart : *Les Juifs et la Vie Économique*, p. 178.

(2) W. Sombart : *Les Juifs et la Vie Économique*, p. 357.

CONCLUSION



La théorie de l'Impérialisme Economique, que nous avons essayé d'exposer dans les pages qui précèdent, est essentiellement une théorie moderne du socialisme.

Cependant, la critique sévère de notre organisation économique que cette théorie contient est partagée par des hommes éminents qui n'appartiennent pas à l'Ecole socialiste et dont certains, sont même hostiles aux solutions proposées par cette école.

La critique socialiste de l'économie du capitalisme moderne contient beaucoup de vérité, et si le socialisme dit « scientifique » n'a indiqué, depuis son fondateur Karl Marx, aucune solution satisfaisante aux problèmes économiques, il a, au moins, le mérite d'avoir relevé les vices de l'organisation économique capitaliste, et, d'avoir ainsi facilité la tâche de ceux qui se proposent de chercher des solutions pratiques aux problèmes économiques qui nous préoccupent de plus en plus.

Ne nous faisons pas d'illusions et reconnaissons que notre société moderne souffre d'un malaise économique et surtout moral. Pourquoi persister à faire le sourd, au

lieu de chercher à remédier à un état de choses qui va en s'aggravant.

Nous souffrons d'un esprit individualiste et matérialiste excessif qui s'est accentué depuis la dernière guerre, après qu'un souffle éphémère d'idéalisme ait passé sur le monde.

Les problèmes économiques ne peuvent pas être étudiés rien que du point de vue de la production. Ils font partie intégrante du problème de l'organisation sociale dans son ensemble et une organisation économique doit être jugée également d'après la répercussion qu'elle exerce sur toute la vie sociale et internationale.

Il est insensé de penser qu'en dehors de l'organisation économique capitaliste, il n'en existe aucune qui soit salulaire à l'humanité et que tout écart de l'organisation capitaliste conduit l'humanité au bord de l'abîme.. Il est également inadmissible de dire que c'est le capitalisme seul qui convienne à la nature humaine et que la décadence de l'humanité n'est due qu'à sa propre nature, surtout sans que ceux qui le proclament puissent en donner une explication acceptable. « Des » allusions à la « nature » humaine et à des impulsions inhérentes, dit W. Sombart, sont tout à fait » déplacées. Il suffit de jeter un coup d'œil sur d'autres hautes cultures qui n'ont pas produit d'esprit » spécifiquement capitaliste, telles que la chinoise, » l'indoue, la vieille américaine, pour refuter également sur ce point l'inadmissibilité d'une conception qui croit pouvoir démontrer la genèse du capi-

» talisme moderne comme une « loi générale de développement » de l'économie humaine. » (1).

Toute organisation économique qui est de nature à troubler l'harmonie de la société doit être rejetée comme contraire aux vrais intérêts de l'humanité quelle qu'en soit la puissance productive.

Pour l'homme qui vit en société, l'accumulation de matières ne suffit pas à résoudre tous les problèmes qui se présentent dans le sein de cette société. Il y en a beaucoup qui ont la conception naïve que pour applanir toutes les difficultés d'ordre économique et social, il suffit de produire de plus en plus.

La société a, à côté de besoins matériels, des besoins moraux, et une société sans vertus sociales, telles que la solidarité, l'équité, la justice et l'esprit de sacrifice, ne peut se développer harmonieusement, voire même continuer à exister et doit finir par sombrer dans le désordre.

L'organisation capitaliste de l'économie a incontestablement augmenté la quantité des richesses, mais au prix de l'avilissement de la nature humaine. La production capitaliste se poursuit au milieu de rivalités, engendrant l'envie et la haine. Les individus, ainsi que les nations, se surveillent mutuellement, s'épient, dressent des guet-apens, se trahissent les uns les autres, s'avilissent, dans l'espoir de supplanter le rival et obtenir ainsi quelques avantages matériels.

(1) W. Sombart.

Comment peut-on espérer d'une humanité aussi avilie une autre vie sociale et internationale que celle qu'elle continue à vivre.

Pour soutenir notre organisation capitaliste on proclame les vertus organisatrices de l'initiative privée et les vertus régulatrices de la libre concurrence pour la production.

Mais les fervents de la libre concurrence font semblant d'ignorer que cette libre concurrence, telle qu'elle a été préconisée par l'école classique, existe de moins en moins. Le capitalisme moderne ne veut plus de cette libre concurrence qui, par suite de l'étendue du marché, la commercialisation de la production, cause des troubles néfastes dans l'économie. Le capitalisme moderne a remplacé cette libre concurrence par un monopole de fait, qui est d'autant plus odieux qu'il s'exerce au milieu d'un mécanisme économique qui ne peut fonctionner normalement que sous un régime de libre concurrence.

Notre organisation économique est susceptible de nous réserver encore d'autres surprises désagréables, telle que la dernière guerre.

Impressionnés par les conséquences désastreuses de la dernière guerre, les diplomates cherchent un moyen d'éviter la guerre par des combinaisons diplomatiques, mais ils ne songent pas à en éliminer la cause principale : les rivalités économiques.

Les rivalités économiques qui ont conduit à la guerre mondiale existent toujours et elles reprennent de plus belle.

A la guerre du fer, du charbon, du coton et du pétrole s'ajoute une nouvelle guerre économique qui s'annonce violente : c'est la guerre du caoutchouc, qui met aux prises les deux plus puissantes nations du monde : l'Angleterre et les États-Unis.

Rien n'est changé dans la situation économique du monde et il est difficile d'espérer que quelque chose puisse être changé dans les conséquences que cette situation a entraînées. Pour obtenir une modification dans les rapports politiques des peuples il est nécessaire d'obtenir des modifications dans leurs rapports économiques. C'est alors qu'on peut espérer éviter les guerres et maintenir la paix du monde.

Si notre société a besoin de réformes, il n'est pas dit que toute théorie de réorganisation est bonne et doit être retenue.

Il est surtout dangereux d'improviser des réformes partielles qui, tout en étant bonnes en elles-mêmes, peuvent causer les plus grands troubles, si elles sont introduites dans une organisation économique qui, dans son ensemble, se prête mal à ces innovations.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHELEMY.

Vu et lu :

Le Président de la Thèse,

ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

- ARISTOTE. — *Politique*, Trad. de Berthélémy Saint-Hilaire (1837).
- OTTO BAUER. — *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wien 1924.
- L. BOURGEOIS. — *Solidarité*, Paris 1902.
- BRAILS福德. — *A study of the armed peace*, 3^e éd. 1915.
- Philip GIBBS. — *The Hope of Europe*, Londres 1921.
- Ch. GIDE. — *La Lutte pour le Profit* : Leçon d'ouverture au Collège de France (7 décembre 1922).
- R. HILFERDING. — *Das Finanzkapital*, Wien 1923 (2^e éd.).
- Karl KAUTSKY. — *Comment s'est déclanchée la guerre mondiale*, trad. Victor Dave.
- Pierre KROPOTKINE. — *L'Entraide*, trad. L. Bréal, 2^e éd.
- N. LÉNINE. — *Der Imperialismus als jungste Etappe des Kapitalismus*.
- Henri LICHTENBERGER-Paul PETIT. — *L'impérialisme économique allemand* (1918).
- Robert LIEFMANN. — *Cartels et Trusts*, trad. L. Boussy, 2^e éd.
- *Les Formes d'Entreprises*, trad. H. Stelz et J. Loussert.
- Frédéric LIST. — *Système national d'Econ. Polit.*, trad. par Henri Richelot (1837).

Karl MARX. — *Misère de la Philosophie* (1895).

Rodolfo MONDOLFO. — *Le Matérialisme historique d'après Frederic Engels*, trad. docteur S. Jankelevitch (1917).

Walter RATHENAU. — *Où va le Monde*, trad. Docteur S. Jankelevitch (1922).

Gaston RICHARD. — *Le Conflit de l'Autonomie Nationale et de l'Impérialisme* (1916).

Werner SÖMBART. — *Der moderne Kapitalismus*.

— *Les Juifs et la Vie économique*, trad. docteur S. Jankelevitch.

— *Der Bourgeois*, 1923.

A. VIALATE. — *L'Impérialisme Economique et les relations internationales pendant le dernier demi-siècle (1870-1920)* (1923).

TRAITES DIVERS

BONFILS. — *Traité de Droit International Public*.

Ch. GIDE. — *Cours d'Economie Politique*.

Ch. GIDE et Ch. RIST. . . *Histoire des doctrines économiques*, etc. (1909).

TRUCHY. — *Cours d'Economie Politique*.

ARTICLES DE REVUES

Ch. GIDE. — *A quoi servent les Colonies* ; dans « *Revue de Géographie* », 1886, t. XVIII.

Docteur J. HASHAGEN. — *Marxismus und Impérialismus* dans « *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* », 13, Band III, Folge 58, Band 1919, II.

Paul LOUIS. — *Essai sur l'Impérialisme* ; dans « Mercure de France », avril-juin 1904.

G. TARDE. — *L'Impérialisme* ; dans « Renaissance Latine », mai-août 1904.

THESES POUR LE DOCTORAT

Jean AUDEMAR. — *Quelques aspects de l'Impérialisme économique anglosaxon*, etc., Paris 1923.

Paul GANNEY. . . *L'Impérialisme Economique et les grandes industries anglaises*, Paris 1905.

Jacques GAZEAU. — *L'Impérialisme Anglais*, Paris 1903.

Joseph PATROUILLET. — *L'Impérialisme Américain*, Dijon 1904.



TABLE DES MATIERES

	PAGES
Introduction	7

CHAPITRE PREMIER

<i>Le Capital financier et l'Impérialisme Economique</i>	17
1° L'Organisation Financière du Capitalisme moderne : le Capital « Fictif »	17
2° Qu'est-ce que l'Impérialisme Economique	29

CHAPITRE II

<i>Les « Droits de Cartel » et le Dumping</i>	41
1° Le Caractère des Droits de Douane classiques.	41
2° Le Caractère des Droits sous le Régime des Cartels	46
3° Le Capital Financier et la Domination de l'Industrie	50
4° Le Dumping	55
5° Le Dumping et l'Etendue du Marché Intérieur.	59

CHAPITRE III

<i>L'Exportation de Capitaux</i>	63
1° L'Exportation de Capitaux de Prêt	63
2° L'Exportation de Capitaux et la Capacité d'Absorption du Marché étranger	68
3° L'Exportation de Capitaux industriels et ses conséquences	72

CHAPITRE IV

<i>La Politique Extérieure du Capital Financier</i>	77
1° La Nécessité d'Expansion Territoriale	77
2° Le Perfectionnement des Moyens de Trans- port et la Capitalisation Accélérée du Monde	82
3° La lutte pour le Territoire Economique et la Puissance Politique de l'Etat	85

CHAPITRE V

<i>L'Impérialisme Economique et les Conflits Internationaux.</i>	93
1° Les Conflits entre Puissances Capitalistes	93
2° Libéralisme et Pacifisme	96
3° L'Impérialisme Economique et la Puissance de l'Etat	100

CHAPITRE VI

<i>Le Principe des Nationalités et l'Impérialisme Economique</i>	103
1° Qu'est-ce que le Principe des Nationalités	103

L'IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE 139

2° Qu'est-ce que la Nation	104
3° L'Attitude de l'Impérialisme Economique à l'égard du Principe des Nationalités	109

CHAPITRE VII

<i>La Psychologie du « Bourgeois » moderne</i>	113
1° La Formation de l'Esprit	113
2° L'Esprit du Capitalisme Primitif	116
3° L'Esprit de l'Homme d'Affaires moderne	118
Conclusion	127
Bibliographie	133
Table des Matières	137



